

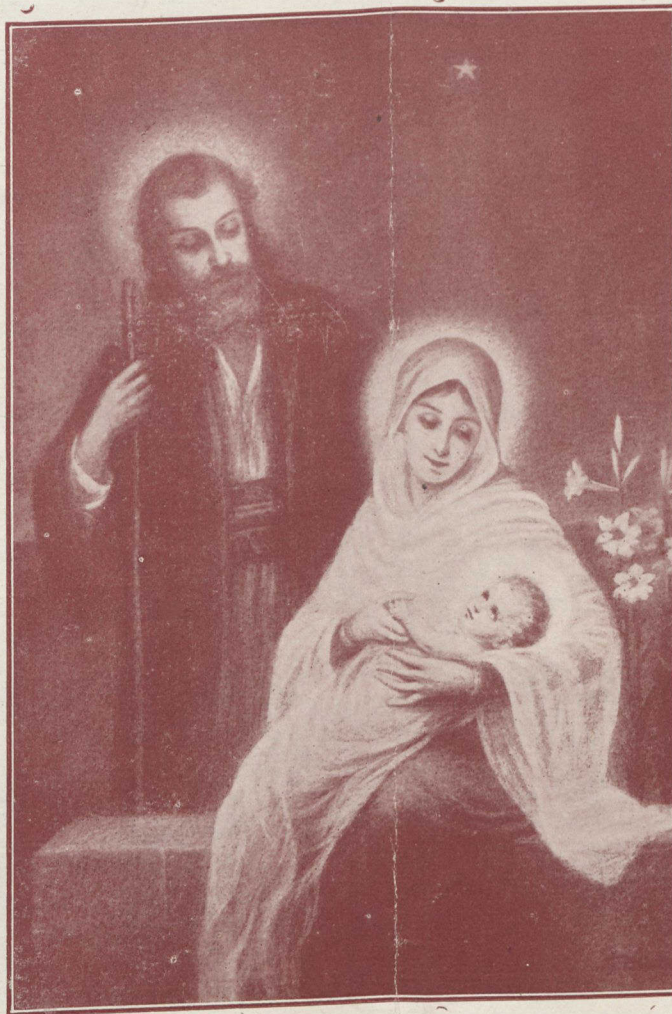
La Vie Canadienne

QUEBEC
12 Decembre 1918

REVUE HEBDOMADAIRE

TOME I
No 23

RELIGION—POLITIQUE—SCIENCES—ARTS



LA NATIVITÉ

LA VIE CANADIENNE

LA VIE CANADIENNE est publiée à Québec et imprimée aux ateliers de la Cie de l'Événement,
30, rue de la Fabrique ; nom de l'éditeur : J.-E. Barnard.

SOMMAIRE

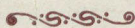
En passant.....Divers	Une semaine de guerre.....A. Gobeil
Vieux Noël.....	Lettre de France.....Eugène Tavernier
Le petit ramoneur.....A. Loth	Situation en Allemagne.....Trygée
"Liberté des mers".....J.-A. Lander	Femme et femme ^f (Suite).....Jean Lander
Ephrem Chouinard.....Ernest Myrand	Les faits de la semaine.....Joinville
La semaine liturgique.....l'abbé J.-A. D'Amours	Echos et commentaires.....LeLiseur

TÉLÉPHONES { LEVIS - - 46
 { QUÉBEC 6207

JOS. GOSSELIN LIMITÉE

ENTREPRENEURS GÉNÉRAUX
— ET INGÉNIEURS —

Constructions d'Eglises, de Couvents, d'Edifices
de toutes sortes



SIEGE SOCIAL :
55, RUE ST-GEORGES,
LEVIS, P. Q.

SUCCURSALE:
85, RUE DALHOUSIE,
QUEBEC, P. Q.

La Vie Canadienne

REVUE HEBDOMADAIRE

TOME I

QUEBEC, 12 DECEMBRE 1918

No 23



EN PASSANT



La Conduite du Pape pendant la guerre

FERME REVENDICATION D'UNE
REVUE AMERICAINE

LE *North American Review's War Weekly* dont nous reproduisons ailleurs un chant d'action de grâces à Dieu, a publié, avant la conclusion de l'armistice, un ferme et même assez rude article pour venger l'honneur du Pape contre les accusations portées injustement contre lui au sujet de son attitude pendant la guerre. Voici cet article remarquable, qui a été reproduit par *The Universe* de Londres, où l'on remarquera la comparaison entre l'impartialité du Pape et celle des Etats-Unis avant l'entrée de ceux-ci dans le conflit. L'article a pour titre *The Hun and the Pope : le Hun et le Pape*.

“Naturellement un mensonge allemand de plus ou de moins ne compte pas, et la plupart des mensonges du Hun sont si transparents qu'ils portent avec eux-mêmes leur propre réfutation sur leur face effrontée et imbécile. Cependant, une fois ou l'autre, l'un de ces mensonges se fait jour avec plus de persistance et peut arriver à laisser ici ou là son poison derrière lui.

“Et tel est celui qui voudrait faire croire que les sympathies du Pape sont pour les Allemands. Le fanatisme religieux est, sans doute, le terrain où cette fausseté fleurit le mieux et c'est dans ce terrain, en ce pays et en Angleterre, qu'il a été cultivé le plus assidûment. C'est de la propagande allemande pure et simple. Et il est facile de voir plusieurs des buts où elle tend. L'un est de semer des dissensions religieuses dans les pays alliés. Un autre est d'essayer de jeter le manteau de la plus haute autorité de l'Eglise de Rome sur les brutalités innombrables qui ont chargé les Huns d'infamie et qui ont rendu le seul nom de l'Allemagne une puanteur au nez (*a stench to the nostrils*) des peuples civilisés pour les générations à venir. Un autre encore, mais avec un résultat dont la mentalité du Hun n'a pas conscience, serait de faire porter au Souverain Pontife lui-même, dans une certaine mesure, une part du fardeau deshonorant.

“Comme la plupart des mensonges allemands,

celui-là est faux à sa face même et faux aussi en regard des faits attestés.

“Le Pape Benoit XV, ni dans ses paroles ni dans sa conduite n'a montré depuis que la guerre est commencée, la plus légère sympathie pour les Allemands ou pour leurs projets de piraterie. Au contraire, il a dénoncé les actes de barbarie allemande comme aucun autre pouvoir neutre n'a osé les dénoncer. Il a été le seul neutre de grande ou de petite influence dans le monde, à dénoncer dans une déclaration officielle l'infamie de l'invasion de la Belgique. Pendant que notre gouvernement restait dans l'acquiescement du silence devant ce noir outrage, le Pape de Rome se prononçait contre lui avec des termes de flétrissant reproche. Pareillement il a dénoncé les innombrables brutalités des Huns en Belgique, pendant que notre gouvernement et d'autres officiellement neutres restaient officiellement muets. Le Pape a dénoncé le bombardement des villes ouvertes grandes ou petites. Il a dénoncé l'usage meurtrier et digne des pirates que les Allemands ont fait des sous-marins. Il a dénoncé avec une extrême amertume les déportations et l'esclavage de la population belge sous des maîtres allemands.

“La réalité des faits en cette matière est telle, en face de l'attitude officielle de notre gouvernement pendant que la liste hideuse des horreurs allemandes se déroulait dans les premiers jours de la guerre, qu'un américain fait une assez triste figure aux yeux du monde, quand, faisant écho comme un perroquet à la propagande allemande, il répète le mensonge que le Pape est pour les Huns.”

Après avoir affirmé que ce mensonge ne se maintiendra pas, l'auteur de cet article fait remarquer que la guerre et les œuvres religieuses qu'elle a vu surgir et qui l'ont aidée à soutenir le moral des armées, auront pour effet d'accroître la charité et l'esprit de tolérance entre tous les chrétiens, entre les partisans de toutes les croyances même non chrétiennes. Mais le principal de son article comme étendue et comme importance est la vigoureuse revendication qu'on vient de lire de l'honneur pontifical que les Allemands avaient intérêt à compromettre. Beaucoup d'hommes politiques et de publicistes des peuples alliés, trompés par

un patriotisme mal éclairé ou par des préjugés anti-catholiques, ont maladroitement favorisé le mensonge allemand et nuï d'autant à la cause des alliés. Leur opposition au Pape a tourné contre nous, nations de l'Entente.

J.-A. LANDER.

Opinion à connaître

LE nom du professeur érudit de l'Université de Toronto, M. John Squair, grand admirateur de la culture française, n'est pas inconnu dans le monde intellectuel de notre province. Ses opinions et ses observations sur les questions et les passions politiques de notre province sont donc à connaître. M. le professeur Squair n'est ni orangiste, ni un fanatique, ni un extrémiste. Il représente plutôt chez nos concitoyens Ontariens, la classe intellectuelle, à l'esprit large, avec laquelle il faut nous entendre pour le bien de tout le Canada et de chacune des deux grandes races.

L'article de M. Squair, publié sous forme de correspondance spéciale dans le *Toronto Daily News*, à pour titre. *Le Nationalisme dans le Canada français: Nationalism in French-Canada*. En voici la traduction.

Retracer les développements du Nationalisme dans le monde depuis les jours de Napoléon formerait un des chapitres les plus intéressants de l'histoire. Il s'est, en effet, manifesté de bien des manières. En certaines endroits il a enrichi la littérature, la musique et les autres arts. En certaines contrées ses tendances ont été à la consolidation politique; elles ont été destructives en d'autres pays. Dans l'Empire britannique le nationalisme a suscité des mouvements qui ont été causes de malaises et de grands embarras dans le domaine des choses politiques. Nous en connaissons les manifestations aux Indes, en Egypte et surtout en Irlande. Tout près de nous, dans l'Est du Canada, nous sommes venus en contact avec un nationalisme qui est un facteur politique causant beaucoup de troubles, surtout depuis les débuts de la présente guerre.

Lorsque la guerre fut déclarée, il parut, pendant un temps assez court, que le Canada allait être unanime dans son effort. Plusieurs étaient persuadés que le moment de la réconciliation entre Français et Anglais était arrivé. Nous pensions sûrement que, la France et l'Angleterre étant du même côté, leurs fils du Canada combattraient de tout cœur en Europe pour la noble cause commune.

Mais nous perdîmes vite nos illusions : le dragon du nationalisme se réveilla dans sa tanière. Rugissant et vomissant sa fumée de haine et de discorde, il jeta la confusion dans l'esprit des populations de Québec et persuada à plusieurs de se mettre en opposition non-seulement à leurs concitoyens de langue anglaise, mais aussi à l'Angleterre et à la France, patries de la lumière et de la liberté.

Les nationalistes découvrirent tout à coup que le Canada ne doit rien à personne, si ce n'est à lui-même. La doctrine de l'égoïsme national fut prêchée avec gran-


de véhémence, l'égoïsme fut même élevé au rang d'une vertu cardinale. Le sauve ta peau, depuis longtemps répudié par tout homme courageux, devint, dans le système de morale nationaliste, un idéal de sainteté.

Naturellement, vu l'épaisseur de la fumée et le fracas, les gens d'Ontario prirent le tapage de la minorité pour l'expression des sentiments de l'ensemble et les fire-eaters (mangeurs de feu) commencèrent à lancer des qualificatifs enflammés sur la population de Québec. Les "mangeurs de feu" de Québec, toujours vifs, répliquèrent tout naturellement sur le même ton. La voix de la raison fut presque réduite au silence des deux côtés.


Mais elle continua cependant de parler dans l'une et l'autre province. Dans Québec, la première surprise passée, elle commença à se faire entendre et elle a continué, grandissant avec une énergie constante jusqu'au moment présent. Nous en signalons quelques manifestations.

Le 22 septembre les Evêques firent une déclaration en faveur de la cause des alliés. Parmi les journaux, l'Événement de Québec se prononça énergiquement depuis les tout premiers débuts des hostilités, pour la participation à la guerre. En dehors du journalisme, une des plus fortes plaidoyers pour défendre la position de l'Angleterre fut le livre l'Angleterre, le Canada et la grande guerre par le Lieutenant Colonel L. G. Desjardins. Si quelqu'un veut voir combien futiles étaient les arguments que M. Henri Bourassa mit au jour dans son journal le Devoir et dans de nombreux pamphlets, qu'il lise le solide ouvrage de M. Desjardins qui vient d'en publier tout récemment une version anglaise. Tout Canadien anglais devrait le lire. Bien sûr le Colonel Desjardins n'est pas nationaliste, il appartient à la bonne vieille école de Sir Georges Cartier, mais même des nationalistes se sont prononcés contre les doctrines insensées de Bourassa. La très remarquable brochure du professeur Roy de Laval publiée en juillet 1917 en est un frappant exemple. Elle a pour titre: "L'Appel aux armes et la réponse Canadienne-Française"; elle a été traduite en Anglais par J. Squair et J. S. Will en décembre 1917.


Il semblerait que le nationalisme soit non pas éteint mais amorti sérieusement dans la province de Québec. Les raisonnements sans logique et le langage violent de Bourassa ont eu leur bon effet sur les gens de bon sens de la province sœur. Et nous en voyons une bonne preuve dans l'une des dernières manifestations de la vie du journalisme chez eux. Le 11 juillet de cette année un nouvel hebdomadaire appelée La Vie Canadienne publiait son premier numéro. Sur la liste de ses collaborateurs apparaissent quelques-uns des noms les plus distingués du Canada français comme Sir Adolphe Routhier, Sir Georges Garneau, l'hon. A. Turgeon, l'hon. T. Chapais, Rév. J. A. D'Amours, M. Fabre Surveyer, etc. Le programme du journal dans ses grandes lignes comporte la défense fidèle de l'Eglise catholique, des intérêts canadiens et du lien britannique. La question du nationalisme y reçoit une attention suivie et déjà un bon nombre d'articles sérieux et solides y ont été consacrés à montrer les faussetés et les dangers de cette doctrine.




VIEUX NOËL



REFRAIN :



Prenez vos Musettes,
Gentils Pastoureaux,
Chantez Chansonnettes,
Gardans vos Agneaux.



Noël je vous prie,
Chantons de bon cœur,
Le Fils de Marie,
Notre Rédempteur :
La fleur de Noblesse
Le Roy Souverain,
Gist en une Crèche
Sur un peu de foin.

Luy dois-je pas faire
Souverain honneur,
Puisqu'il est mon Père,
Mon Dieu, mon Sauveur :
C'est le fruit de vie,
Qui est cette nuit,
Nasqui de Marie,
Environ my-nuit.

O nuit triomphante,
Plus claire que jour,
O nuit reluisante,
De céleste amour !
O la nuit de joye,
De grâce et de paix,
O nuit désirée,
Cinq cens mille fois !

O Vierge honorée,
O Mère de Dieu,
Tu es accouchée
En un pauvre lieu !
O benoïste Dame,
Ton Père et ton Fils,
Pour sauver nos ames
S'est fait Crucifix !

Mère Souveraine,
Je te dis AVE,
Ton Fils est Fontaine
Qui nous a lavé :
Tu es toute nette,
Sans corruption,
Tu es la parfaite
Fille de Sion.

O Vierge divine,
Qui peché vainquit,
De Jessé racine,
Vray clef de David !
O la très profonde
Vraye humilité,
Où l'Auteur du monde.
Prit humanité !

C'est le Fils du Père,
En Divinité,
Qui a pris repaire,
En l'humanité :
Luisant à la ronde
Plus que le Soleil,
C'est le Roy du monde,
C'est l'Emanuel.

Tourne-nous ta face,
Beau petit Enfant,
Pour nous faire grace,
O Roy triomphant !
Que puissions tous vivre,
Sans estre tachez,
Et mourir délivre
De mortels pechez.



LE PETIT RAMONEUR

CONTE DE NOEL

NUIT DE NOEL 1852

QUAND les feuilles mortes s'en vont roulant sur les chemins, les noirs petits ramoneurs, hirondelles d'hiver, à la suite de l'automne arrivent en troupes dans les villes.

Qui de vous n'a rencontré le long des rues, trotinant à travers l'humide brouillard du matin, ces pauvres enfants de la Savoie? Ils ont l'air de Chérubins déguisés en bons démons. Là-haut, au sein de leurs montagnes arides et froides, les marmottes en grim pant sur les arbres leur enseignent à gravir les murailles. "C'est M. Buffon qui le dit." Donc, quand les marmots sont devenus un peu plus grands et un peu plus forts que la marmotte, un maître les ramasse dans toutes les chaumières misérables où le blé manque et les enfants abondent, pour les emmener avec lui dans nos cités, ces forêts d'innombrables et d'inextricables tuyaux de cheminées. — Le maître est avare; il est brutal. Il distribue plus ce coups que de morceaux de pain, et si les pauvres expatriés ont envie de se plaindre, ils n'ont cependant pas le droit de pleurer.

Or, la veille de Noël 1852, dans un carrefour, l'un de ces intéressants oiseaux de frimas sautillait et vaguait. Petit ramoneur de neuf ans, il était orphelin, et, pour tout héritage, il n'avait reçu de ses parents que son nom, assez gai du reste, Jean Chanterose. C'était hélas! bien peu. Le Ciel, par surcroît, lui avait cependant donné une vive intelligence et un excellent cœur, ce qui est, ma foi, beaucoup.

Jean Chanterose longait, au crépuscule, la vieille église Saint-Marcel en jetant aux échos des quatre rues sont cri aigu : Ramenez-ci ! Ramenez-là !

Au dessus du portail, à l'abri d'une niche sculptée, une sainte Vierge Marie tenait sur son bras l'Enfant Jésus comme la Mère de Jean le tenait aussi jadis ; il s'en souvenait encore, son plus lointain et meilleur souvenir !

L'enfant s'arrêta et joignit les mains, non sans avoir toutefois au préalable ôté respectueusement son bonnet doublé de suie : Mon doux petit Jésus, suppliait-il, accordez-moi de trouver au moins ce soir, veille de votre fête, une cheminée ! Et après avoir fait avec dévotion le signe de la croix : Ramenez-là ! Ramenez-ci ! reprit-il en continuant son chemin. Une fenêtre s'entre-bailla quelque part. Ohé ! psit ! psit ! petit ramoneur ? Dieu exauce toujours les prières ferventes. Voici, en effet, une cheminée à ramoner du haut en bas. Jean Chanterose y alla des genoux, du rameau de pin, de sa raclette et de tout son cœur; on l'entendait monter, s'éloigner, se perdre le long du puits

obscur et étouffé, et lorsque l'enfant eut atteint l'ouverture sur le toit, la besogne était consciencieusement terminée. La suie gisait en poudre dans le foyer. Seulement, plus rien, là-haut, ni bruit ni ramoneur. Ohé ! ohé ! néant. Qu'était donc devenu le petit Savoyard ? on parcourut du regard par la lucarne toutes les tuiles de la maison, et au delà, où le crépuscule permettait de distinguer un peu. Pas le moindre ramoneur. On ne sut vraiment qu'en dire et il fallut se résigner à n'en rien penser du tout.

Jean Chanterose, lui, aurait pu raconter du pois à la fève, suivant l'expression favorite de son aïeule. Il était pauvre et malheureux. Pauvre ? soit ! Le bon Dieu le voulait ainsi. Le maître le battait, passe encore ! Mais personne ne l'aimait et cette pensée-là suffisait à le rendre malheureux. Il ne jalousait pas la fortune d'autrui, ni l'hôtel de M. le Préfet, ni la chape de Mgr l'Evêque. — Non ! ce qu'il enviait, c'était simplement le bonheur des enfants qui ont une chaude maison, un lit blanc, un père et une mère pour les caresser, les choyer et les instruire. Aussi la veille de Noël, Jean Chanterose se parla à lui-même comme il suit : Cette nuit, le petit Jésus va descendre par toutes ces cheminées, jusque dans les sabots et les souliers des enfants. Il n'a pas d'autre chemin, et ce chemin-là c'est le mien. Dans le grenier de mon maître, sans cheminée, comment le petit Jésus pourrait-il venir ? Je l'attendrai donc sur les toits ; il faudra bien qu'il me rencontre et qu'il m'écoute. Voilà pourquoi Jean Chanterose pria le fils de la Vierge Marie qu'il lui envoyât ce soir-là la bonne fortune d'une cheminée à ramoner. Cette cheminée lui avait semblé la clef du Paradis. L'enfant avait alors, en cachette, voyagé d'une toiture à l'autre. Il plongeait l'œil ça et là dans les gaines de suie qu'il rencontrait en route. Laquelle choisirait-il pour recevoir la visite de minuit.

Les cheminées ont toutes une physionomie personnelle, absolument comme les visages humains. Il en est de joyeuses qui fument et sentent bon; d'autre à côté, qui, tristes et noires, restent glacées. Certaines ont été revêtues d'un badigeon rose ou bleu et coiffées d'un chapeau de zinc, il s'en rencontre plus encore qui, défraîchies, sous un bonnet de planches pourries, tombent en lambeaux, ce sont celles qui ont beaucoup de peine à cuire une soupe dans la mansarde des pauvres gens. Au fond de celles-ci, il remarquait de lourds sabots grossiers. Il admirait, au contraire, dans le foyer de celles-là, de ravissantes et mignonnes bottines. Enfin il arrêta son choix sur le tuyau d'où sortait le chuchotement de trois voix qui causaient ainsi dans le salon :

La première disait—c'était la voix d'une maman :

—Marc, sois bien obéissant, si tu veux que le petit Jésus t'envoie cette nuit par ses anges quelque beau présent de Noël.

La seconde voix répondait—c'était celle du petit garçon :

—Je veux absolument que Jésus vienne lui-même; je le veux, je le veux.

Et l'enfant frappait du pied. La troisième voix plus grave—celle du papa—reprenait sévèrement :

—Marc, le petit Jésus n'aime pas les enfants volontaires. Prends garde de ne trouver dans ton soulier que des verges de genêt pour te corriger.

—Jean Chanterose n'en écouta pas davantage. C'est décidément là qu'il attendrait le petit Jésus. Il se blottit donc entre deux gainés adossées, celle du salon et celle de la cuisine. Mais le ciel se fondait en neige, mais le froid se glissait avec la bise sous ses minces haillons déchirés ; mais le besoin de dormir rendait ses paupières pesantes, toujours plus pesantes. Hélas ! murmura Jean Chanterose, je serai mort, bien sûr, avant que minuit sonne. Si je m'introduisais dans la cheminée? J'y puis tenir et c'est mon métier. J'aurais les reins appuyés contre la cheminée flam-bante dont le feu a réchauffé tous les jours les parois, enfin, s'il m'arrivait de m'endormir, je suis sûr que le petit Jésus n'y pourrait passer sans m'éveiller. Sitôt résolu, sitôt exécuté. Seulement, la neige floconnait sans repos ; la bise soufflait plus violemment et les cloches commençaient à se répandre des quatre coins de la ville et à faire frissonner d'allégresse tous les cœurs. Le grondement assourdissant des sonneries, la dent aiguë du vent, les tourbillons d'étoiles blanches et le sommeil s'acharnèrent si bien sur le pauvre Jean, qu'il dégringola dans la cheminée, malgré tous les efforts de ses genouillères de cuir pour l'arrêter en chemin. Il était enfin tombé dans l'âtre et avait mis en désordre à travers les cendres les jolies bottines rangées côte à côte comme les chevaux d'étagères. L'appartement était superbe. Mais quel cris de terreur éclatèrent à l'arrivée subite et irrégulière du petit ramoneur! Le papa, la maman et le petit garçon bondirent brusquement de leurs fauteuils.

—D'où arrives-tu, méchant vaurien? exclama le père un peu en colère.

—Le froid en est cause, mon bon monsieur ; je n'ai plus eu la force de me retenir ; je suis le petit ramoneur Jean Chanterose, ne me battez pas.

—Et que faisais-tu là haut, à cette heure-ci? interrogea la mère que le joli visage effrayé de Jean intéressait déjà.

—Hélas ! madame, j'attendais le petit Jésus ; car je suis orphelin et bien malheureux, allez, et je voulais lui demander de rendre le maître moins méchant, l'hiver moins froid, et la vie moins pauvre et moins triste. Par pitié, ne me battez pas !

—Il ne faut pas lui faire du mal, papa, cria Marc de sa fraîche voix craintive.

—N'aie pas peur, mon pauvre petit Savoyard. Marc, tu prétendais que Jésus descendît lui-même ici cette nuit ! Regarde ; il a pris la forme et les vêtements des enfants qu'il chérit le plus en ce monde, les enfants pauvres.

—Peut-être dites-vous vrai, mon ami, interrompit la mère en levant vers son mari des yeux remplis de larmes. Marc, offre ton fauteuil au petit Jésus et cours lui chercher quelques bonbons.

Jean Chanterose était devenu muet d'étonnement et de surprise, il grelottait. Le père et la mère s'entretenaient un moment à voix basse. C'étaient de braves gens, riches, charitables et pieux. Ils avaient perdu l'un après l'autre quatre jeunes enfants, et il ne leur restait que Marc, dont la santé, secouée par la croissance comme une feuille fragile, peuplait d'angoisses leurs jours et leurs nuits.

—Si nous gardions le petit auprès de nous, puisqu'il est seul, afin que Dieu bénisse et nous conserve notre fils ? hasarda timidement la mère.

Le père embrassa sa femme sur le front.

—Merci, ma chère amie, répondit-il, j'y avais déjà pensé. Puis, se tournant du côté du pauvre honteux et inquiet :

—Comment te nommes-tu?

—Jean Chanterose, pour vous servir, mon bon monsieur.

—Et tu n'as plus, en vérité, ni père ni mère? Alors voudrais-tu rester ici toujours?

Les grands yeux de l'enfant étincelaient, et ses lèvres... non il ne put répondre.

—Serais-tu sage et aimerais-tu apprendre à lire et à écrire et à devenir le compagnon de Marc?

Marc entra en ce moment chargé de bonbons.

—Quel bonheur ! cria-t-il en gambadant ; il avait entendu les dernières paroles de son père.

Quant à Jean Chanterose, je vous laisse à penser s'il était fou de joie. Il n'en respirait qu'à peine. Il se précipita à deux genoux, joignant ses mains noires et se mit à pleurer.

—Bon petit Jésus, balbutiait-il ; bon petit Jésus, merci !

Le père et la mère relevèrent l'enfant et, malgré le masque de suie qui couvrait ses joues l'embrassèrent. Marc fit de même et ne voulait pas quitter celui qu'il appelait son petit frère de Noël. Enfin la mère put emmener le petit Savoyard pour le débarbouiller de la suie qui lui donnait l'apparence d'un gros grillon; pendant ce temps, à côté des bottines de Marc, on en plaçait dans la cheminée une autre belle paire pour Jean.

Quand Jean Chanterose rentra dans le salon, ce n'était vraiment plus le petit ramoneur. On l'avait habillé d'un costume de Marc; Marc et Jean se trouvaient être de même taille. Ses doigts étaient redevenus blancs ; sa figure ressemblait à une rose de satin, et ses yeux brillaient comme des perles. Il fallait voir ses cheveux soigneusement peignés. C'est

qu'il était réellement très joli, Jean Chanterose, et personne ne s'en était peut-être jamais aperçu, d'autant plus que le bonheur illuminait sa délicieuse et naïve petite figure de neuf ans. Ah ! le bonheur est bien vraiment le soleil qui fait épanouir le frais visage des enfants ? Minuit avait sonné à la fin et toutes les cloches s'en donnaient à cœur et à folle joie sous les brumes et la neige de la nuit de Noël. On mena solennellement Marc et Jean devant la cheminée; tous se signèrent ensemble sur le front et la poitrine, puis la maman récita une courte prière au nom des deux enfants agenouillés. Quand il leur fut permis de fouiller dans les bottines, visitées par le petit Jésus, quelle surprise ! quelle richesse ! quel ravissement ! Dans les bottines de Marc, parmi les bonbons, brillait une mignonne croix d'honneur en argent. Cela s'explique: Marc parlait toujours de devenir général. Dans les bottines de Jean, un mignon crucifix, d'argent aussi, étincelait au milieu des gâteaux. Jean n'avait jamais rien vu ni d'aussi friand, ni d'aussi cher, ni d'aussi magnifique, et tout cela était pour lui ? voilà ce qu'il ne pouvait arriver à se persuader. O bon petit Jésus de Noël, répétait-il. Puis il se reprit à sangloter avec tant d'entrain que les caresses seules de toute la famille vinrent à bout de le consoler, après un long moment. J'ai donc maintenant un père, une mère et un frère, murmura-t-il; oh ! oui, je serai très sage, très studieux, et je sens que je vous aime déjà énormément tous les trois. On pleura, on s'embrassa de nouveau, et enfin on songea à prendre un peu de repos. Marc était trop chétif pour supporter les fatigues de la messe de Minuit. Pendant ce temps, on avait préparé un gentil lit de fer dans une petite chambre contiguë à celle de Marc, et qui devait être la chambre de Jean. Tout le monde dormit d'un sommeil paisible et doux.

NUIT DE NOEL 1868

Les deux enfants furent élevés et instruits ensemble. Même existence, mêmes leçons, et comme tous deux étaient très intelligents et pleins de cœur, ils rivalisaient à qui travaillerait le plus et à qui le mieux chérirait l'autre. Le père et la mère s'applaudissaient chaque jour d'avoir donné à leur fils Marc un compagnon qui stimulait son zèle et partageait ses jeux, se confondait en dévouement pour lui et leur avait voué à eux-mêmes une profonde et tendre reconnaissance. D'un bon grain de blé, il ne peut germer qu'un bon épi. Les deux enfants grandirent côte à côte. Jean n'oubliait rien du passé, et les rudes premières années de son enfance l'avaient rendu grave. Marc, toujours aimé et gâté, en resta plus gai et plus hardi. Les adolescents devinrent des jeunes gens et le moment arriva de choisir un des mille sentiers qui partent de la maison paternelle et s'en éloignent à travers le monde et parmi les hommes — l'heure décisive d'une vocation. Marc avait persisté à embrasser la carrière militaire ; il entra donc à l'école de Saint-Cyr. Jean, se

destinant au sacerdoce, le séminaire s'ouvrit pour lui. Il échangeait le court veston de suie du ramoneur contre la soutane noire du prêtre, comme s'il eût voulu consacrer à Dieu la sombre livrée de sa première jeunesse. Les années s'écoulèrent. Le temps accourt, passe et s'enfuit indifférent; à chacun de bien employer les occasions qu'il nous offre et les moments qu'il nous prête. Quand Marc reçut les épaulettes d'officier, il fut convenu en famille que l'on attendrait l'époque où Jean serait ordonné prêtre pour célébrer cette double joie par une même fête, et l'on choisit naturellement la veille de Noël. C'est pourquoi le 24 décembre 1868 toute la famille était réunie dans l'église Saint-Marcel; l'abbé Jean offrait pour la première fois le saint sacrifice de la Messe, la joie inondait tous les cœurs, surtout au moment de la communion, quand on vit s'avancer vers la sainte table toute cette pieuse famille. L'abbé Jean tremblait un peu, quand il déposa le Corps de Notre-Seigneur Jésus-Christ sur les lèvres de ce père, de cette mère et de ce frère tant aimés. Au retour en mangea l'oie traditionnelle et l'on se chauffa à la bûche en nombreuse et amicale compagnie. Tous se sentaient heureux cette nuit-là. Dieu cache le bonheur au fond des bonnes actions ; c'est leur première récompense en ce monde. Marc et Jean se chérissaient comme deux vrais frères, et l'âge ne faisait que resserrer encore ce lien contracté d'une si étrange façon. D'ailleurs, leur vocation se ressemblait au fond. Marc était ici-bas le défenseur de la patrie—cette terre des aïeux qui sont morts, des enfants qui naîtront — et Jean prêchait et gardait la patrie de là-haut, ce paradis de nos espérances et de nos âmes.

L'officier fut envoyé à la tête d'une compagnie dans un régiment en garnison sur la frontière, et l'abbé alla se perdre modestement dans une vicairie des montagnes—sous les sapins. "Jean, avait dit Marc en l'embrassant au départ, sois béni et prie pour nous.—Au revoir ! au revoir, Marc ! avait répondu Jean, sois bon soldat et reste toujours bon chrétien." Ils se retrouvaient une fois par an, à Noël, à la fête de famille si religieusement observée. Le père et la mère ne savaient depuis longtemps lequel ils affectionnaient le plus, de l'enfant du foyer ou du fils adoptif.

Sur ces entrefaites, la guerre de 1870 éclata. Ai-je besoin d'en raconter ici les péripéties et les douleurs ? Non, car le cœur est navré au souvenir de cette triste époque. Les Prussiens se jetaient sur la France comme une bande de panthères affamées, et notre pauvre patrie en a conservé le cœur déchiré et la face sanglante. Partout l'on se battait, et tout le monde était en armes; cela par un hiver effroyable et sous des avalanches de neige. La France, pendant plusieurs mois, resta couverte d'un voile épais de brume et de fumée de poudre. L'abbé Chanterose, pour ne point abandonner son frère Marc au milieu des périls, et afin de remplir mieux aussi sa mission devant Dieu, avait quitté son humble vicairie. Il s'était enrolé comme aumônier militaire dans le corps d'armée dont Marc

faisait partie. Personne, dans la neige et dans le sang, dans l'espoir ou le revers, ne se montra courageux et pieux plus que les deux frères, parce qu'ils aimaient par-dessus tout Dieu, leur famille et leur pays, et qu'aimer tout cela ensemble et fermement, ce n'est pas autre chose que le devoir.

NUIT DE NOËL 1870

La veille de Noël 1870, la guerre se poursuivait encore avec le même acharnement qu'au début. Il avait neigé tout le jour, et tout le jour on s'était battu.

La compagnie où le lieutenant Marc faisait fonction de capitaine, avait, entre les murs d'un cimetière de campagne, sauvé la retraite du régiment et débarrassé à la baïonnette les Prussiens d'un village qui leur servait de redoute. Cette vaillante compagnie était presque tout entière couchée dans les chaumes givrés ou aux abords du champ funèbre. La nuit venue, le régiment français, terrassé et mutilé, occupait enfin le village désert, au pied de son église dévastée, pantelante et à demi incendiée. L'abbé Jean Chanterose rentra avec les ténèbres, le dernier comme d'habitude, après avoir répandu, sous la mitraille ou à l'écart, toutes les consolations et bénédictions de Dieu sur les mourants et prodigué des secours aux blessés. C'était une âme évangélique dans un corps de fer. Aussi était-il aimé et admiré des soldats. Accroupi sous la toile auprès d'un feu de bivouac, Jean attendait Marc. Les heures se traînaient lentes, longues, lourdes et son cœur battait si vite ! L'inquiétude se trahissait parfois dans sa voix et dans ses gestes. Marc, son frère, ne rentrait pas. La compagnie avait été, en effet, hachée dans son héroïque fait d'armes, et des rares soldats échappés aucun ne pouvait donner des nouvelles du lieutenant qu'on n'avait point vu sortir de la bagarre.

A neuf heures du soir, l'Abbé se leva. Il prit avec lui quatre hommes de bonne volonté, munis de lanternes, et cette troupe silencieuse revint errer à travers le champ de bataille. L'interminable nappe de neige avait été bouleversée par la mêlée et était devenue fange ; la neige nouvelle qui tombait à flocons pressés avait peine à la recouvrir. Ça et là, des cadavres d'hommes et de chevaux, quelques canons abandonnés, des fusils et des sacs perdus ; partout sous les pieds à l'horizon de la boue et du sang. Les lanternes voltigeaient comme cinq follets, furetant, rasant le sol, se relevant dans le brouillard, allant et venant. Tout à coup, sous la muraille basse du cimetière, Jean heurta un corps. Son âme, avant ses regards, avait reconnu l'officier. Marc respirait encore. O notre Mère ! — notre Père ! murmura l'Abbé. Jean saisit le blessé entre ses bras ; il était robuste, et comme un enfant endormi il l'emporta contre sa poitrine, essayant de communiquer à ce cœur presque éteint la chaleur et les palpitations de son cœur. Marc ! appelait-il à voix basse à travers ses larmes. Mon frère, soupira faiblement le blessé, c'est toi, je te reconnais...

si tu ne me sauves pas pour ce monde, que ta sainte absolution me sauve pour l'autre ! Je mourrai content entre tes bras. Tu conscleras... il ne put en dire davantage. L'abbé Jean Chanterose tressaillit. Il se hâtait ; la sueur ruisselait sur son visage. Il put enfin déposer son fardeau devant l'âtre de la chaumière où campait l'état-major.

Lui ! mon brave lieutenant ! exclama le général De Sonis et, détachant de son uniforme la croix de Chevalier de la Légion d'honneur, il la plaça sur le cœur de l'officier après s'être découvert respectueusement. Voilà la croix du petit Jésus dans mon soulier de Noël, murmura Marc, en souriant d'un triste et radieux sourire.

L'aumônier embrassait son frère et la croix, sans pouvoir proférer une parole. On commença le pansement du blessé. L'officier avait reçu trois coups de baïonnette dans la poitrine. Le chirurgien néanmoins conservait quelque espoir. L'abbé, lui, avait confiance en Dieu. Il allait être minuit ! Le prêtre se rappela la fête de Noël et il se disposa à célébrer la sainte messe dans la vieille église ruinée. Cette nuit de Noël, elle lui était restée chère et sacrée.

Jean, fais-moi porter à l'église ; je me sens assez fort et Dieu m'aidera. Si je meurs, que ce soit près de toi et je désire aussi trépasser dans la paix du Seigneur. Le chirurgien consulté donna la permission. On transporta l'officier sur un brancard. C'était dans la maison de Dieu qu'avait été établie l'ambulance. Les blessés la remplissaient de gémissements ; quelques-uns râlaient, beaucoup étaient déjà morts. Les murs, pillés et nus, se perdaient dans les voûtes ténébreuses, noircis par la flamme et lézardés par les boulets. Le clocher, écroulé sous les obus, avait crevé la toiture et, sur le pavé, le sang et l'eau formaient une humidité d'où s'exhalait une odeur sépulcrale.

Cinq ou six méchants falots, dispersés parmi les bottes de paille où les blessés étaient étendus pêle-mêle, jetaient de solennels reflets mornes sur des faces saignantes. De grandes ombres s'agitaient sinistrement sur les parois, comme les personnages lugubres d'une gigantesque danse macabre. Mais Dieu et la France vivaient encore là et logeaient en commun. L'aumônier, tant bien que mal, reconstitua l'autel avec les linges froissés et les vases d'étain doublés d'argent qu'il emportait avec lui partout le long de cette désastreuse campagne. Marc se confessa à Jean. Quel spectacle émouvant que celui de ce frère penché vers son frère et répandant sur son repentir humilié le tout puissant pardon, à cette heure nocturne et dans cet encombrement de morts et de mourants. Jean reprit sur la poitrine de Marc sa croix de la Légion d'honneur et là déposa sur l'autel au pied du calice. La messe fut servie par un vieux sergent, aidé des réponses de Marc et qui se souvenait d'avoir été enfant de chœur il y avait déjà bien longtemps de cela. C'était simple et grand comme une de ces messes des catacombes de Rome, célébrées au milieu des martyrs.

Les blessés répondaient de tous les coins aux demandes du prêtre avec cette ferveur mélancolique des souffrances qui veulent être consolées. Ils oubliaient de se plaindre ; ils ne songeaient maintenant qu'à prier. Au moment de l'élévation, l'aumônier tint la large hostie blanche perdue dans les ténèbres au-dessus de sa tête ; mais quand ses deux mains fermées redescendirent dans la lueur des maigres cierges de l'autel, d'entre leurs doigts s'échappèrent des scintillements ; dans l'une l'abbé serrait la croix d'honneur de Marc ; dans l'autre son crucifix d'argent de la nuit de Noël qu'il avait religieusement conservé. En tendant vers le ciel ces deux symboles de gloire et de charité, il semblait vouloir implorer mieux pour son frère la bénédiction et le secours de Notre-Seigneur Jésus-Christ. Marc communia. Jean tremblait d'émotion et une larme du prêtre tomba sur la sainte hostie.

Sa messe terminée, les deux frères s'embrassèrent avec un affectueux élan. Le ciel et la terre s'étaient réunis dans cette douce étreinte, et la mort comme la vie ne pouvaient plus séparer ces pieuses et nobles âmes.

Au point du jour, le lieutenant se réveilla moins faible ; le chirurgien paria à jeu sûr pour la guérison. Le régiment évacua la village et l'ambulance fut dirigée sur la ville la plus voisine. Grâce au dévouement de l'abbé, à ses prières ferventes et aux mille soins dont il entoura son cher blessé, Marc avait pu, deux semaines après, regagner le toit natal et il entra en convalescence sous les baisers de ses bons parents. Le père et la mère pleuraient encore, mais de bonheur et de reconnaissance. Jean a sauvé notre fils, murmu-

rait doucement la mère ; je savais bien que, par lui, Dieu bénirait et nous conserverait notre enfant. Oh ! comme nous allons continuer nos ardentes prières afin que Dieu nous conserve notre second fils et le préserve de tout danger durant cette terrible guerre. L'abbé Jean Chanterose resta infatigable et intrépide sur les champs de bataille jusqu'à la conclusion de la paix. Puis, après avoir couru embrasser sa chère famille adoptive qui versait des larmes de reconnaissance et d'amour sur ses deux mains, et avoir admiré à son aise cette superbe croix d'honneur si vaillamment gagnée, il reprit humblement et simplement le sentier de sa vicairie de la montagne, sous les sapins.

Marc, complètement guéri de ses blessures, rejoignit bientôt, capitaine en titre cette fois, les débris de son héroïque compagnie.

Les deux frères s'aiment toujours, davantage peut-être et tous les ans, à Noël, ils se retrouvent chez leurs bons parents.

Dieu a béni cette fraternité de la charité. Heureux les favorisés de ce monde, s'ils savent comprendre qu'ils sont les frères aînés des pauvres et des souffrants.

Le petit Jésus était bien venu lui-même en cette nuit de Noël, comme le voulait Marc le bon riche, comme le désirait Jean, le pauvre ramoneur. Il avait apporté, présages de l'avenir, dans leurs mignons souliers d'enfants, les présents destinés aux hommes faits : à Marc, la glorieuse croix de soldat ; à Jean, la croix sainte du prêtre.

ARTHUR LOTH.

QUESTION BIEN DIFFICILE

"LA LIBERTÉ DES MERS"

BEAUCOUP de gens en parlent qui feraient mieux de commencer par la comprendre. Ce qui ne les exempterait pas de considérer à quelle fin pratique ils se prononcent si aisément contre l'Angleterre sur cette question.

Nous avertissons loyalement nos lecteurs qu'ils ne trouveront pas la solution de ce difficile problème dans cet article, et cet avertissement ne coûte aucun effort héroïque à notre modestie. Nous voulons simplement signaler à nos savants confrères quelques points non suffisamment élucidés de la question pour qu'ils y projettent l'abondance de leurs lumières.

Bien entendu, autre aveu qui ne nous coûte guère, nous ne venons pas ici indiquer aux membres de la conférence de la paix ni au gouvernement britannique comment il leur faut, sans tarder, désarmer la grande flotte qui vient de sauver, pour une part glorieuse, la liberté du monde, changer les dreadnoughts en cargo et les torpilleurs en bateaux de pêche.

C'est une question très complexe que celle de la liberté des mers, une question si complexe qu'elle est mêlée à beaucoup d'autres et que sa solution ne peut-être obtenue sans résoudre en même temps beaucoup d'autres questions qui ne sont pas simples ni faciles, excepté pour certains journalistes.

Et d'abord une première distinction des deux aspects du problème. S'agit-il de la liberté des mers en temps de paix ou de la liberté des mers en temps de guerre ?

Les Allemands, qui ont été les premiers, avant M. Wilson, à réclamer cette liberté, l'entendaient bien de la liberté des mers en temps de guerre. Ils réclamaient cette liberté pour se libérer du blocus où les enfermait (heureusement pour nous et pour le monde civilisé) la puissante marine anglaise.

En temps de paix, la liberté des mers était assez exempte de toute contrainte pour que personne ne songeât à la réclamer. Les allemands, comme toutes

les nations qui le voulaient, sillonnaient les mers en tout sens avant la guerre, et jamais ni les mers, ni même les ports ne leur furent fermés. Ils venaient aux Etats-Unis, faisant escale à Cherbourg quand ils le voulaient; ils allaient en Angleterre, dont Albert Ballin a proclamé qu'elle était leur plus avantageuse cliente. Bien plus, par les subsides considérables dont la favorisait le gouvernement allemand, pratiquant ainsi une nouvelle façon de *dumping*, la marine marchande allemande supplantait en toute liberté les marines rivales, trop peu averties ou trop facilement résignées.

Il semble donc bien admis que la liberté des mers existait avant la guerre, si l'on parle du moins des mers proprement dites.

Cette liberté n'était pas aussi entière en ce qui concerne le passage de certains détroits et la navigation de certains fleuves, pas plus qu'elle ne peut exister, à moins de conventions internationales, pour les canaux qui appartiennent à ceux qui les ont construits et qui les entretiennent.

La question des détroits peut recevoir diverses solutions, mais on ne voit pas, à part les Dardanelles et le Bosphore, de détroits où le passage ne fut pas suffisamment libre avant la guerre. Bien plus, moyennant certaines conditions indispensables, on voyait un fleuve comme l'Escaut, débouché du grand port belge d'Anvers à travers la Hollande, ouvert aux Allemands qui en usaient largement.

* * *

La liberté des mers dont on parle tant, ce n'est donc pas tant la liberté des mers en temps de paix, que la liberté des mers en temps de guerre.

Et ici encore, il faut distinguer entre les neutres et les belligérants, entre la navigation en haute mer et la navigation dans les eaux faisant partie du territoire des peuples riverains. Et c'est ici que se place la question du blocus, la question de la visite des cargaisons destinées directement ou indirectement aux belligérants, la question aussi de la piraterie.

Nous n'allons pas traiter ici ces questions, mais il faut bien remarquer que c'est l'Allemagne qui a abusé *illégalement* du blocus pendant la guerre en décrétant des blocus qu'elle ne pouvait maintenir efficaces, et qui ne lui servaient que de prétextes pour exercer sa piraterie criminelle. L'Angleterre a décrété et maintenu un blocus efficace dans la mer du Nord non en envoyant les navires et les équipages au fond de l'eau, mais en exerçant son droit de contrôle et de visite sur les cargaisons et sur les passagers suspects. Il est vrai que les avocats de l'Allemagne ont voulu assimiler les inconvénients de ce droit de visite—droit admis par les conventions internationales—aux crimes de la piraterie allemande noyant des centaines et des milliers d'innocents passagers, mais ceci ne démontre qu'une chose : le pouvoir sans bornes qu'ont

certaines gens de dire et de même faire applaudir des sottises.

Tant qu'on n'aura pas aboli toute guerre, il faudra se résigner à la voir s'étendre sur mers et gêner la liberté des mers.

Faut-il interdire, au nom du droit international, de faire le blocus des villes, des ports de mers, et même des côtés d'un pays? C'est une question à examiner. Mais il ne semble pas qu'en cas de guerre, il faille laisser ouvertes les voies maritimes, quand on ferme les voies terrestres et que l'on interdit même le passage dans les airs. Il en est de la liberté des mers, comme de la liberté des airs, des terres, des détroits, des fleuves, des rivières, des chemins de fer.

* * *

Les Allemands qui ont une puissance étonnante d'embrouiller les idées simples et, à plus forte raison, les idées complexes, ont pris cette expression séduisante de la liberté des mers pour en camoufler leurs fausses prétentions et leur égoïsme.

Entendons ici le témoignage d'un socialiste français, partisan de la "Société des Nations" et aussi de la "liberté des mers", M. Edgard Milhaud.

"Parmi les questions soulevées par la guerre, et par l'organisation de la paix, il n'en est pas une qui ait été enveloppée d'autant d'équivoque. "Liberté des mers" : noble revendication, n'est-ce pas?

"Mais il faut dire dans quelles conditions ce fut, dès le début de la guerre, la revendication de l'Allemagne, et aussi de certaines organisations pacifistes de pays neutres.

"Forte, sur terre, de son militarisme forcené, l'Allemagne était paralysé, sur mer, par la flotte anglaise. La revendication de la "liberté des mers" signifiait pour elle, simplement, l'élimination de cette cause d'infériorité. Le 24 août 1915, dans une lettre à la presse, en réponse à un discours de M. de Bethmann-Hollweg, Sir Edward Grey, alors ministre des affaires étrangères, a fort bien caractérisé la prétention allemande. "Et maintenant dit-il, à en juger par le discours du Chancelier et par les déclarations publiques faites aujourd'hui en Allemagne, quel est le programme allemand? "L'Allemagne devra avoir la haute main sur les destinées de toutes les autres nations, être le bouclier de la paix et de la liberté pour les grandes et les petites nations." Ce sont les paroles textuelles du Chancelier. Autrement dit, une paix de fer et la liberté sous l'égide prussienne et sous l'hégémonie de l'Allemagne. L'Allemagne au-dessus de tout. L'Allemagne seule serait libre, libre de violer de ce chef, sur terre et sur mer, toutes les règles de la civilisation et de l'humanité. *Et pendant qu'elle pourrait agir ainsi, tout son commerce sur mer devrait rester aussi libre en temps de guerre que n'importe quel commerce l'est en temps de paix.*" (La Société des Nations, p. 241 et seq.)

M. Milhaud cite ensuite un article du *Times* "se livrant à une critique très serrée de la propagande de M. Dernburg, l'agent de publicité de l'Allemagne aux Etats-Unis". Voici une partie de cet article du *Times*, daté du 8 décembre 1915 :

"Il y a beaucoup à dire en faveur d'une limitation des armements et le pacifisme est sans nul doute un rêve attirant; mais seul un allemand pouvait prendre la peine de suggérer au monde un pacifisme limité aux mers, et proposer sérieusement de limiter les flottes britanniques aux eaux territoriales de l'Angleterre, tandis qu'on laisserait les armées allemandes se mouvoir en liberté sur le continent. Beaucoup d'entre nous voudraient sincèrement abolir la guerre. Mais la simplicité germanique atteint son apogée lorsqu'elle propose gravement d'exclure la guerre de la sphère où l'Allemagne se sent faible et de la maintenir sans contrôle dans celle de sa puissance... Le pouvoir naval est immoral aux yeux de l'Allemagne parce que en temps de guerre, il gêne le trafic et l'approvisionnement allemands. L'idée qu'un belligérant a le droit moral de recevoir toutes les substances dont il a besoin n'était pas venue aux allemands lors du siège de Paris. Et au cours de la présente guerre, les Empires Centraux ont privé bien plus efficacement l'Europe occidentale des importations de blés russes, que l'Angleterre n'a arrêté les approvisionnements destinés à l'Allemagne.

"En vérité, le code de morale de l'Allemagne est extrêmement simple : tout ce qu'il est en son pouvoir de faire est juste; tout ce qui lui est interdit est coupable."

* * *

Ainsi l'Allemagne ne voulait pas l'abolition de la guerre en général, mais l'abolition de la seule guerre maritime, avant que ses sous-marins lui eussent permis d'espérer faire elle-même une espèce de blocus de l'Angleterre. Examinant cette singulière prétention allemande, M. Milhaud la résume et la réfute comme suit :

"La guerre aura donc lieu comme aujourd'hui. Mais voici le point nouveau : le droit de prise aura été aboli, il n'y aura plus de contrebande de guerre, la "liberté des mers" sera assurée", et l'Allemagne pourra commercer avec le reste du monde aussi paisiblement qu'en temps de paix.

"Que quelques neutres amis, ou naïfs et terriblement imprudents, donnent leur adhésion à un semblable conception, soit ! Mais ni l'Angleterre ni ses alliés ne sauraient s'y rallier.

"Ils ne concéderont pas à l'Allemagne une prétendue "liberté des mers" qui, combinée avec son militarisme et avec sa conception particulière des traités ne tarderait pas à devenir, pour le malheur de l'humanité tout entière, la maîtrise allemande des mers.

"D'autre part, il n'est pas douteux que le blocus inflige à la population allemande une épreuve cruelle,

et il est normal que l'Allemagne veuille s'assurer contre le retour d'une semblable calamité. Mais il faut que, voulant la fin, elle veuille aussi le moyen. Le moyen, il ne consiste pas dans une réforme particulière, portant exclusivement sur ce point : il consiste dans une réforme générale, dans un changement complet de système. C'est ce que Sir Edward Grey a fort bien exposé, au nom du gouvernement anglais, dans la lettre citée plus haut. "La liberté des mers, dit-il, peut être après la guerre un sujet très raisonnable de discussion, de définition et d'accord entre les nations, mais pas tout seul, ni non plus lorsqu'il n'y a ni liberté, ni sécurité contre la guerre et les procédés de guerre de l'Allemagne sur terre. S'il doit y avoir des garanties contre les guerres dans l'avenir, que ce soient des garanties égales, étendues, efficaces, liant l'Allemagne aussi bien que les autres nations, y compris nous-mêmes."

* * *

La "liberté des mers" peut et devra entrer dans la réforme générale du monde, si on peut accomplir cette réforme. Elle fera partie du désarmement général, de l'abolition de la guerre, du rétablissement et du maintien de l'ordre international qui devra rendre impossible le retour de guerres futures.

Bien des questions doivent être résolues avant celle-là. Pour rétablir et assurer la paix, il faut d'abord régler le cas de l'Allemagne, instigatrice et provocatrice de la plus effroyable et de la plus criminelle des guerres. Il faut lui imposer la punition et la réparation de son crime, et la mettre hors d'état de pouvoir songer à recommencer. Il ne faut pas qu'une nation, pas plus l'Allemagne qu'une autre, puisse avoir déchaîné un pareil cataclysme pour en faire pâtir les autres nations, sans avoir à réparer le mal qu'elle a fait et sans subir le châtement qui lui ôte le goût de recommencer. Si on veut assurer le règne de la paix, qu'on ne commence pas par accorder une prime, un bénéfice au brigand de la guerre. Que la plus stricte justice commence par régler le litige soulevé par l'Allemagne, le procès international en cour, et l'on pourra ensuite travailler en paix au réajustement des autres questions. Elles ont leur importance, elles peuvent être urgentes, mais elles ne peuvent avoir de solution tant qu'il y aura un péril allemand, la menace d'une nouvelle guerre, à laquelle pensent déjà plusieurs chefs allemands.

Avant de poser en réformateurs de l'ordre du monde, qui a certes besoin de réformes, commençons par procéder avec ordre et par ne pas tout mêler, pour faire le jeu des hommes de désordre.

Pour éviter le châtement qui la menace, pour s'exempter de subir le sort qu'elle sait avoir mérité, l'Allemagne va essayer de faire porter les débats du Congrès de la paix sur d'autres questions que la question allemande; elle va tout faire pour se dérober, en l'embarrassant le plus possible, à la juridiction

qui doit d'abord décider de son sort. Société des nations, liberté des mers, liberté économique: voilà qui lui offre d'habiles sorties qu'elle a d'ailleurs préparées.

* * *

C'est donc avec plaisir que les rusés boches liront un article récent d'un journal quotidien canadien sur la "liberté des mers", où ce problème est représenté comme devant l'emporter en importance sur celui du règlement de la défaite allemande; où le militarisme allemand s'efface devant la menace du navalisme britannique; où l'on part en campagne, maintenant que la guerre allemande est interrompue, pour demander le désarmement de la flotte britannique, pour représenter l'Angleterre comme seule adversaire de la liberté des mers, comme voulant maintenir avec sa flotte "une forme de militarisme aussi dangereux que le militarisme allemand."

Mais voici les principaux passages de cet article, où l'on prend encore une fois sur le fait une manifestation, humiliante pour toute notre race, de l'état d'âme faussée par les sophismes de la campagne nationaliste, par ses appels à la haine contre l'Angleterre et à la modération envers l'Allemagne. Que le lecteur en juge :

Le problème de la liberté des mers semble être celui qui soulèvera, à la conférence de la Paix, les plus violents débats; il s'annonce plus ardu à régler que celui du partage des dépouilles allemandes.

Du jour où le président Wilson a lancé cette idée, il a porté un coup direct à l'Angleterre, dont la puissance maritime est une menace au monde entier, comme l'était le militarisme allemand.

Écoutez l'Allemagne d'avant la guerre. Pourquoi avait-elle une armée puissante, la plus forte: pour se défendre contre ses ennemis de l'est et de l'ouest. Et depuis le commencement de la guerre, le parti militariste et les journaux teutons ont toujours affirmé que la Germanie soutenait une guerre défensive. Que l'on regarde sur la carte la position de l'Allemagne et l'on peut conclure qu'elle pouvait avoir raison d'avoir une armée défensive, qui ne dépassait nullement la proportion de sa population. À l'ouest, se trouve la France; au sud l'Autriche-Hongrie, et à l'est l'immense empire de Russie, avec une réserve d'hommes inépuisable. L'alliance franco-russe, et l'entente cordiale franco-anglaise n'étaient-elles pas de nature à tenir l'Allemagne sur ses gardes?

Mais, tout en se préparant une arme défensive sur mer et sur terre, l'Allemagne s'était sentie forte, plus puissante et mieux organisée que ses voisins: l'orgueil et la jalousie nationales aidant, l'Allemagne et ses têtes dirigeantes en vinrent à croire que Dieu l'avait chargée spécialement de faire la police et de maintenir la paix en Europe; de là au désir de domination et au droit de conquête, il n'y a qu'un pas que l'Allemagne a franchi dans quelques années.

Il a fallu une puissante coalition pour ramener l'empire allemand à la réalité et lui prouver que tous les peuples ont ici-bas le droit de vivre, et que nul n'a la mission divine de dominer les autres.

Arguer que la suprématie maritime est une bonne chose parce que la marine anglaise a aidé puissamment à détruire le militarisme allemand, est un sophisme. Il s'agit de guérir le mal, et non de le changer de place. Le militarisme sur mer a été une sauvegarde, au cours de ces quatre dernières années; qui nous assure, qu'il ne deviendra pas une menace dans la suite des ans? Est-ce le passé de l'Angleterre? Nous le croyons pas.

La suprématie navale a servi à la destruction du militarisme allemand, aujourd'hui ce militarisme est détruit. Les délégués à la Conférence de la paix consentiront-ils à laisser vivre le militarisme naval? S'ils veulent l'enchaîner, il leur faudra y mettre de la poigne et de la ténacité, car il est vivace et n'entend pas se laisser amoindrir en aucune façon.

L'article insère ici le communiqué de l'Information britannique expliquant pourquoi l'Angleterre se trouve forcée de faire opposition à la liberté des mers entendue au sens de l'Allemagne, communiqué que l'on trouvera plus loin, puis il ajoute :

On remarquera que le communiqué mêle, comme à plaisir, les différentes définitions de la liberté des mers et insinue que les partisans de cette liberté ne savent au juste ce que cela veut dire. M. Wilson et tous ceux qui ont à cœur le développement des différentes nations dans la paix et la justice le savent, ils veulent arriver par voies diplomatiques et pacifiques à détruire une forme de militarisme aussi dangereux que le militarisme allemand, afin que, plus tard, les peuples ne se voient pas forcés de former une autre coalition et se lancer dans une guerre encore plus meurtrière que celle qui vient de se terminer.

Les nations veulent la liberté des mers en temps de paix; c'est évident. Dire qu'elles la veulent en temps de guerre, c'est une absurdité; parce que—et c'est là que l'Angleterre ne semble pas vouloir comprendre—c'est pour éviter de nouvelles guerres qu'elles réclament la liberté des mers.

L'Angleterre veut créer l'impression également que d'autres puissances qui ont de grandes flottes ne peuvent réclamer la liberté des mers. Quelles sont les marines que redoute Albion? Est-ce celle de l'Allemagne? Elle est en ce moment entre les mains des Alliés. Est-ce celle de la France? L'Angleterre veut, sans doute, rire. Serait-ce plutôt la marine naissante des États-Unis? Peut-être. Mais comme ce sont les États-Unis qui réclament cette liberté des mers et qu'ils sont prêts à en accepter les conditions, l'Angleterre se trouve seule à être opposée à cette mesure.

Elle invoque, pour conserver la suprématie maritime, la sécurité de son empire. Si la conscription est abolie, qui pourrait-elle redouter? Ne possède-t-elle pas le plus vaste réservoir d'hommes et par conséquent de soldats? N'a-t-elle pas prouvé qu'en cas de danger, elle n'a qu'un signe à faire pour se dresser aux quatre coins du monde des légionnaires prêts à la défendre?

Mais ce qu'il y a de plus étonnant dans son attitude, c'est qu'elle réclame l'abolition de la conscription pour les autres. Qu'ont été, en réalité, les armées de la France, de l'Italie, de l'Espagne, de tous les pays d'Europe, sinon des armées défensives? Et qui protégera ces pays si l'Angleterre garde toute sa force, toute sa puissance?

Le désarmement qu'ont demandé tous ceux qui veulent écarter tout péril de guerre entraîne non seulement le désarmement continental, mais aussi le désarmement naval. L'un ne peut aller sans l'autre. Wilson et les autres délégués ne céderont pas sur ce point: et nous espérons que l'Angleterre ne refusera ni de le discuter ni de l'accepter. L'avenir et le bien-être de l'humanité en dépendent.

Il faut une mentalité singulièrement aveugle ou plutôt singulièrement faussée pour oser comparer et mettre sur le même pied, comme dangers égaux menaçant le monde, la marine britannique et le militarisme allemand. Celui-ci vient de se couvrir de honte pour des siècles après des dévastations criminelles telles que l'histoire n'en avait pas connues; celle-là vient de sauver la liberté du monde et l'existence de la civilisation; elle vient de nous sauver de l'invasion et des brutalités des Allemands. Et quel méfait le journaliste coupable de cet article, peut-il lui reprocher?

Le commandant en chef des forces navales américaines, l'amiral Sims, disait-il y a quelque temps en France: "Si une catastrophe survenait à la grande flotte britannique, aucun pouvoir au monde, ne pourrait nous sauver, car alors la flotte allemande pourrait sortir et balayer les mers. La grande flotte anglaise est la pierre fondamentale de la cause de tous les Alliés." Sans le concours de la marine anglaise, il est aujourd'hui bien évident que l'Allemagne aurait gagné la guerre.

Et c'est après la constatation de pareils services, que l'on a l'humiliation de trouver des canadiens, qui n'ont pas montré un zèle plus ardent pour vaincre l'Allemagne, réclamer comme mesure urgente, exigée par le bien-être de l'humanité, le désarmement de la flotte britannique. Quand la paix n'est pas encore signée, quand l'Allemagne n'a rien réparé et se prépare à se reformer, par l'addition d'une partie de l'Autriche, aussi redoutable qu'elle était il y a quelques années, il se trouve des Canadiens assez fanatisés et assez téméraires pour déclarer que "la puissance maritime de l'Angleterre est une menace au monde entier comme l'était le militarisme allemand". On peut même se demander quand ces pauvres mais malfaisants égarés, ont jamais consacré un article à signaler les dangers du militarisme allemand. Ce qui est certain, c'est que plusieurs d'entre eux ont persévéramment travaillé à faire oublier le péril allemand.

C'est une injure inqualifiable à l'Angleterre et à la glorieuse marine anglaise, injure contre laquelle tout canadien patriote se doit et doit à son pays de protester avec indignation, de venir ainsi comparer la flotte anglaise aux hordes boches comme constituant une égale menace pour le monde. Et c'est une canaillerie bien vilaine, si elle n'est simplement imbécile, de venir affirmer ou insinuer que le militarisme allemand n'était qu'une arme défensive, que l'Allemagne était justifiable de tenir prête. Mais il faudrait écrire vingt pages pour relever tout ce que cet article, que nos lecteurs ont sous les yeux, renferme de faux, d'injuste, de stupide.

Et quel bien, quel avantage espère-t-on de pareils plaidoyer contre l'Angleterre? Le journal qui a laissé imprimer cet article dans ses colonnes croit-il par là rendre service à la cause dont il se donne comme le premier défenseur? Croit-il être ainsi utile au Canada et à notre race dont ces gens proclament avoir mieux que d'autres l'unique souci?

Il serait pourtant grand temps qu'on cessât de considérer les attaques contre les Anglais et même contre la seule politique mondiale anglaise comme des actes de défense de la cause canadienne. Il faudrait pourtant finir par comprendre que ces actes hostiles à l'Angleterre, s'ils ne font guère de mal à celle-ci, s'ils sont de nulle influence, absolument nulle, sur la politique anglaise, n'ont d'effet que contre nous, qui somme solidaires de ces bévues.

Quand donc arrivera-t-on à comprendre dans certains quartiers tapageurs où l'on confond trop facilement le tapage avec l'action, qu'il faut certes défendre nos droits et notre cause, mais qu'il faut les défendre autrement qu'en attaquant les Anglais et l'Angleterre, autrement qu'en palliant le péril allemand pour s'effrayer de la puissance britannique?

N'est-il donc pas possible d'amener certaines têtes à ce point élémentaire de réflexion de se convaincre que notre cause est à jamais perdue, humainement

parlant, si nous tournons contre elle l'Angleterre et tous les Anglais du monde, si nous ne savons pas, à l'exemple de tous nos chefs du passé et du présent, nous ménager les sympathies et les alliances anglaises qui nous sont absolument nécessaires? N'est-il donc pas possible d'amener certains gens, qui prétendent pourtant avoir la lucidité de l'esprit français, à voir que les questions politiques doivent être jugées avec la raison et non avec les préjugés et la passion?

N'est-il pas possible d'amener un homme de bon sens à se dire : Même si le désarmement de la flotte britannique était manifestement nécessaire à la paix du monde—ce qui est jusqu'ici le contraire de la vérité—le tact le plus rudimentaire, la prudence la plus primitive suffissent à m'avertir que ce n'est pas aux Canadiens, ni encore moins, aux Canadiens-Français à se lancer de l'avant sur cette question, pour demander l'affaiblissement de leur métropole. Pareil acte de forfanterie est trois fois condamnable : il est inspiré de motifs contraires à la vérité : il est inutile au point de vue du résultat à obtenir, il est téméraire et très dangereux pour ceux qui le commettent et pour tous ceux qui sont solidaires avec eux.

Laissons donc aux diplomates autorisés et renseignés sur la situation d'achever l'œuvre de la victoire en assurant la paix du monde contre les réels dangers qui la menacent. Laissons-les régler d'abord la question allemande et ensuite la question autrichienne, la question russe, la question balkanique, la question turque. Tant que ces questions ne seront pas réglées selon la justice, que l'Angleterre et les Alliés gardent leurs forces. Elles sont nécessaires encore.

Lorsque la paix sera bien assurée, lorsque le temps du désarmement général sera arrivé, lorsque l'ordre international aura des garanties de stabilité et de durée (ce qui suppose que les injustices, les crimes allemands et turcs auront été réparés autant qu'ils peuvent l'être), il sera temps de parler du désarmement des flottes de guerre de tous les pays. Mais même alors il sera stupide pour des Canadiens de réclamer la "liberté des mers" de la façon que l'a fait le journal que nous venons de citer.

J.-A. LANDER.

PENSÉES

Sans la justice, que sont les Etats si ce n'est de grands brigandages—*Remota justitia, quid sunt regna nisi magna latrocinia?*

ST-AUGUSTIN.

* * *

Semblables à un vaisseau que le pilote voudrait diriger sans le secours des astres, les peuples ont perdu leur route : ils ne la retrouveront qu'en regardant le ciel.

LAMENNAIS

✦ ✦ ✦ ✦
LA SEMAINE LITURGIQUE

Semaine du 15 décembre

Dimanche, 15 décembre.—Troisième dimanche de l'Avant.

Du premier mot de l'introït, ce dimanche est souvent appelé le dimanche *Gaudete*. L'Eglise invite les fidèles à la Messe comme aux Matines à se réjouir de l'approche au Sauveur. Voici le texte traduit de l'introït :

Réjouissez-vous sans cesse dans le Seigneur; je vous le dis encore, réjouissez-vous. Que votre modestie soit connue de tous les hommes : le Seigneur est proche. Soyez sans inquiétude; mais faites connaître à Dieu vos désirs par les prières et les supplications. Seigneur, vous avez béni la terre qui est à vous; vous avez ramené Jacob de la captivité.

La collecte implore la lumière de celui qui vient pour éclairer le monde, pour éclairer les nations assises dans l'ombre de la mort.

Prêtez, Seigneur, votre oreille à nos prières, et éclairez les ténèbres de notre âme par la grâce de votre visite; vous qui vivez et réglez dans les siècles des siècles. Amen.

Le prophète avait dit que le Christ était l'attente, le désiré des nations, et il reste toujours le désiré et l'attente des âmes.

Donnons aujourd'hui une traduction en vers, faite par un poète contemporain, de l'hymne des Vêpres dont nous avons déjà donné la traduction littérale en prose. Cette hymne est de saint Ambroise et la traduction que nous donnons, faite par le poète E. Montier, a cette particularité et ce mérite d'avoir gardé le même nombre de syllabes que le latin. Il est intéressant de rapprocher cette traduction du texte latin, que l'on trouve partout.

Créateur des astres brillants,
Lumière sans fin des croyants,
Jésus, Rédempteur des méchants
Ecoutez nos vœux suppliants.

Par les astuces du Démon,
Le monde allait périr; mais non,
L'amour vous poussait. Votre nom
Fut aux languissants guérison.

Pour expier vous seul le mal
Par tous commis, en tous égal,
D'un sanctuaire virginal
Vous marchez au gibet fatal.

Devant votre pouvoir sacré
A votre seul nom proféré,

Les cieux et l'enfer atterré
A genoux vous ont adoré.

Nous vous prisons en ce séjour,
O grand juge du dernier jour
Par les armes de votre amour
Défendez-nous à notre tour !

Gloire, pouvoir, louange honneur,
Au Père, au Fils, notre Sauveur,
Au Saint-Esprit consolateur,
Dans les siècles du vrai bonheur !

Lundi, 16 décembre.—Saint Eusèbe, évêque et martyr.

“La foi catholique, écrit Dom Guéranger, ébranlée dans ses fondements au IV^e siècle par l'hérésie arienne, se maintint debout par les travaux de quatre souverains Pontifes: Silvestre, qui confirma le concile de Nicée; Jules, qui fut l'appui de saint Athanase; Libère, dont la foi ne faillit pas, et qui, rendu à la liberté, confondit les Ariens; et Damase, qui acheva de ruiner leurs espérances.” Quatre grands évêques soutinrent l'action des Pontifes romains: saint Athanase d'Alexandrie, saint Ambroise de Milan, saint Hilaire de Poitiers et saint Eusèbe de Verceil. Verceil, siège d'un archevêché, est une ville assez importante du Piémont, dans la province de Novare.

Né en Sardaigne et appelé d'une façon manifestement providentielle au siège de Verceil, saint Eusèbe fut le soutien du pape Libère, le défenseur de saint Athanase au Concile de Milan organisé par lui comme légat du Souverain Pontife, l'adversaire inconfusable des audacieux ariens. Irrités contre ce saint évêque, ceux-ci lui infligèrent mille mauvais traitements, et réussirent à le faire exiler d'abord à Scythopolis où il eut à souffrir de nombreux et durs supplices, ce qui ne l'empêcha pas de soutenir le courage de ses diocésains par ses lettres admirables. Il fut ensuite déporté dans la Cappadoce et puis dans la haute Egypte.

Il ne lui fut permis de retourner dans son diocèse qu'après la mort de l'empereur Constance gagné aux Ariens. Mais le grand évêque, confesseur de la foi, voulut d'abord assister au concile d'Alexandrie et parcourir plusieurs provinces de l'Orient pour y affermir et y épurer la foi. Passant par l'Illyrie il revint en Italie, qui le reçut avec une si grande joie qu'elle sembla dépouiller ses vêtements de deuil pour saluer son retour. Il mourut dans sa ville épiscopale, après de si glorieux travaux de luttes et d'enseignement, honoré comme un vrai martyr de la foi catholique.

Mardi, 17 décembre.—Office de la férie.

L'Eglise commence aujourd'hui, à vêpres, au *Magnificat*, les sept grandes antiennes dont elle implore, en la saluant à l'avance, la venue du Messie. Ces antiennes sont particulièrement solennelles, on

les chante debout avant et après le *magnificat*; leur mélodie est pleine de grandeur.

Voici celle d'aujourd'hui : *O Sapientia.*

O sagesse, qui êtes sortie de la bouche du Très-Haut, qui atteignez d'une extrémité à l'autre, et disposez toutes choses avec force et douceur : venez nous apprendre les voies de la prudence.

Mercredi, 18 décembre.—Office de la férie. Quatre-Temps.

“Nous n'apprendrons à aucun de nos lecteurs, écrit M. le chanoine Bouloumoy, que les Quatre-Temps sont trois jours de jeûne et d'abstinence compris dans une même semaine et revenant à chacune des quatre saisons de l'année. Les jours consacrés à cette pénitence sont le *mercredi*, le *vendredi* et le *samedi*, jours marqués par de douloureux souvenirs : la trahison de Judas, la mort de Jésus-Christ et sa sépulture. Les Quatre-Temps du printemps viennent à la suite du premier dimanche de Carême ; ceux de l'été, la semaine de la Pentecôte; ceux de l'automne, immédiatement après le 14 septembre, fête de l'Exaltation de la sainte Croix ; enfin ceux de l'hiver suivent le troisième dimanche de l'Avent.

Nos Quatre-Temps sont imités de ceux de la Loi Ancienne, auxquels il est fait allusion dans ce passage du prophète Zacharie : “Voici ce que dit le Seigneur des armées : Le jeûne du 4e, du 5e, du 7e et du 10e mois seront, pour la maison de Juda, changés en des jours de joie et d'allégresse, en des fêtes éclatantes et soennelles. “Ils remontent certainement au-delà du Ve siècle, puisque, à cette époque déjà, saint Léon-le Grand (440-61) rappelait aux fidèles cette prescription comme une chose bien connue : “Jeûnons donc à la quatrième férie (le mercredi), ainsi qu'à la sixième (le vendredi); quant au samedi, passons-le en pieuses veilles auprès du bienheureux apôtre Pierre, qui daignera aider de ses prières nos oraisons, nos jeûnes et nos aumônes”. Le saint pontife ne parle pas du samedi, car le jeûne de ce jour était obligatoire à Rome toute l'année, comme en fait foi la lettre décrétale d'Innocent 1er.

Quelle date faut-il donc reporter l'origine des Quatre-Temps? Disons avec saint Léon que le jeûne de ces trois jours remonte aux Apôtres, d'après ce principe, enseigné aussi par saint Jérôme et par saint Augustin, “que les coutumes et les observances pieuses de l'Eglise viennent de la tradition apostolique et de la doctrine du Saint-Esprit, qui réside toujours dans le cœur de l'Eglise et anime ses pasteurs, afin qu'ils gardent et fassent garder aux peuples fidèles ces pratiques de piété”.

Le but du jeûne des Quatre-Temps est d'abord de sanctifier par la pénitence les quatre saisons de l'année. Chacune d'elles appartient à Dieu; nous lui en offrons ainsi les prémices. De plus, chacune a ses dangers pour notre âme; n'est-il pas raisonnable, dès lors, de nous prémunir contre les ennemis qui nous

attendent durant cette période? La prière et la pénitence ont donc ici leur place toute marquée.

Un second motif de cette pratique est d'attirer les bénédictions de Dieu sur les fruits de la terre. C'est Dieu qui dispense tour à tour à nos campagnes et les chauds rayons et les ondées rafraîchissantes ; lui qui donne la fertilité au grain que sème le laboureur, et peut seul éloigner la grêle et les autres fléaux qui menacent les récoltes.

Enfin le jeûne des Quatre-Temps a une liaison intime avec l'ordination des ministres de l'Eglise qui reçoivent le samedi leur consécration, et dont la proclamation avait lieu autrefois devant le peuple à la messe du mercredi précédent.

Primitivement, les saints Ordres étaient conférés dans l'Eglise Romaine, aux seuls Quatre-Temps de décembre, sauf de très rares exceptions. Nous en avons pour preuve la mention qui termine les biographies des saints papes insérées dans le Bréviaire et qui sont extraites du *Liber pontificalis*. Pourquoi l'Ordination avait-elle lieu de préférence à cette époque? Sans doute pour faire coïncider avec l'entrée de Jésus-Christ dans le monde celle de ses ministres dans l'Eglise : le prêtre n'est-il pas donné à la terre comme un autre Christ, sauveur des âmes? Plus tard, tous les samedis de Quatre-Temps ainsi que le samedi avant la Passion et le Samedi-Saint devinrent et sont restés des jours où l'Evêque peut, sans indult, faire les ordinations.

Or pour obtenir de saints prêtres, la prière et la pénitence sont des moyens on ne peut plus propices. “Le jeûne dit saint Thomas, doit servir de préparation à ceux qui confèrent les Ordres, à ceux qui les reçoivent et au peuples en faveur de qui on ordonne des prêtres.”

Un mot sur les salutaires effets du jeûne des Quatre-Temps. La mollesse regimbe contre les jours de pénitence prescrits par l'Eglise à travers l'année. Pourtant quoi de plus avantageux? Du jeûne des Quatre-Temps on peut dire, comme de celui du Carême, “qu'il a été institué pour la guérison des âmes et des corps”.

L'âme est appesantie par le corps qui l'incline sans cesse vers la terre; réfréner ce dernier, le mater, chose si peu comprise aujourd'hui, c'est donc dégager l'âme des pensées sensuelles, des affections grossières, et favoriser son essor vers Dieu et les biens du ciel. De là ces paroles de l'Eglise : Dieu “par le jeûne corporel réprime les vices, élève l'âme, donne la force et accorde la récompense”. De là aussi ce témoignage de saint Léon : “Le jeûne a toujours été l'aliment de la vertu. Du jeûne procèdent les pensées chastes, les sages déterminations, les salutaires conseils”.

Utiles à la santé de l'âme, le jeûne et l'abstinence ne le sont pas moins à celle du corps. Contentons-nous d'en appeler ici à l'autorité du comte de Maistre: “Souvent il m'est arrivé, dit-il, de songer avec admiration et même avec reconnaissance à cette loi salu-

taire qui oppose des abstinences légales et périodiques à l'action destructive que l'intempérance exerce continuellement sur nos organes, et qui empêche au moins cette force de devenir accélératrice en l'obligeant à recommencer toujours. Jamais on n'imaginait rien de plus sage, même sous le rapport de la simple hygiène ; jamais on n'accorda mieux l'avantage temporel de l'homme avec ses intérêts et ses besoins d'un ordre supérieur".

Un fait qui corrobore singulièrement ce témoignage, c'est la longévité que l'on remarque dans les monastères, où pourtant le jeûne est plus rigoureux et l'abstinence continuelle. Evoquons un souvenir historique. Une députation de vingt-sept Chartreux se présenta un jour devant l'un des papes qui résidèrent à Avignon, pour le supplier de ne mitiger en rien l'abstinence perpétuelle ordonnée par leur règle. Ils n'eurent, pour gagner leur cause, qu'à faire connaître leur âge : le plus jeune avait 88 ans, les autres, 90, 93 et même 95. Le Souverain Pontife ne put résister à l'éloquence de ces chiffres, et confirma de nouveau la règle de saint Bruno, qui est encore observée de nos jours dans toutes les maisons de l'Ordre."

L'antienne de ce jour est l'invocation *O Adonai. O Adonai, Seigneur, chef de la maison d'Israël, qui avez apparu à Moïse, dans la flamme du buisson ardent, et lui avez donné la loi sur le Sinaï; venez nous racheter dans la force de votre bras.*

Jeudi, 19 décembre.—Office de la fête.

Méditons la belle antienne de ce jour *O Radix Jesse :*

O rejeton de Jessé, qui êtes comme un étendard pour les peuples ; devant qui les rois se tiendront dans le silence; à qui les nations offriront leurs prières: venez nous délivrer ; ne tardez plus.

Rois et peuples ont toujours besoin de faire silence pour écouter et entendre Celui qui vient ; ils ont besoin de le prier pour être délivrés du mal, car le mal, erreur ou vice, est une oppression pour les peuples comme pour les âmes.

Vendredi, 20 décembre.—Vigile de S. Thomas ; office de la fête.

O Clef de David, ô sceptre de la maison d'Israël ! qui ouvrez, et nul ne peut fermer; qui fermez, et nul ne peut ouvrir: venez et tirez de la prison le captif qui est assis dans les ténèbres et dans l'ombre de la mort.

"Ce captif, ô Jésus, dit Dom Guéranger, c'est le genre humain, esclave de ses erreurs et de ses vices : venez briser le joug qui l'accable et le dégrade ; ce captif, c'est notre cœur trop souvent asservi à des penchants qu'il désavoue : venez, ô divin Libérateur, affranchir tout ce que vous avez daigné faire libre par votre grâce, et relever en nous la dignité de vos frères."

Samedi, 21 décembre.—Saint Thomas, apôtre.

Écoutez encore en ce jour ces belles et opportunes réflexions de Dom Guéranger : "Il appartenait à ce grand Apôtre de paraître sur le Cycle dans les jours où nous sommes, afin que sa protection aidât les fidèles à croire et à espérer en ce Dieu qu'ils ne voient pas encore, et qui vient à eux sans bruit et sans éclat, afin d'exercer leur Foi. Saint Thomas douta un jour, et ne comprit le besoin de la Foi qu'après avoir passé par les ombres de l'incrédulité : il est juste qu'il vienne maintenant en aide aux enfants de l'Eglise, et qu'il les fortifie contre les tentations qui pourraient leur survenir de la part d'une raison orgueilleuse. Adressons-nous donc à lui avec confiance; et du sein de la lumière où son repentir et son amour l'ont placé, il demandera pour nous la docilité d'esprit et de cœur qui nous est nécessaire pour voir et pour reconnaître Celui qui fait l'attente des nations, et qui, destiné à régner sur elles, n'annoncera son arrivée que par les faibles vagissements d'un enfant, et non par la voix tonnante d'un maître."

Voici le récit très court de l'Eglise racontant la vie de l'apôtre Thomas, tel qu'inscrit au bréviaire :

"Thomas Apôtre, appelé aussi Dydime, était de Galilée. Après avoir reçu le Saint-Exprit, il alla prêcher l'Evangile en beaucoup de provinces. Il enseigna les préceptes de la foi et de la vie chrétienne aux Parthes, aux Mèdes, aux Perses, aux Hircaniens et aux Bactriens. Il se dirigea en dernier lieu vers les Indes, dont il instruisit les peuples dans la religion chrétienne. En ce pays, il se fit admirer de tout le monde par la sainteté de sa vie et de sa doctrine, et par l'éclat de ses miracles, et il alluma grandement l'amour de Jésus-Christ dans les cœurs. Le roi de la contrée s'enflamma de colère; car il était zélé pour l'idolâtrie ; et le saint Apôtre ayant été condamné à mort par ses ordres, fut percé de traits, à Calamine, et rehaussa l'honneur de son apostolat par la couronne du martyre."

Donnons la grande antienne de ce vingt-et-unième jour de décembre *O Oriens :*

O Orient ! splendeur de la lumière éternelle ! Soleil de Justice ! Venez et illuminez ceux qui sont assis dans les ténèbres et dans l'ombre de la mort.

Le soleil de justice nous apporte la lumière de la foi et aussi le feu de la charité. Ouvrons nos âmes à l'une et à l'autre.

L'ABBÉ J.-A. D'AMOURS.

Un Etat, composé de vrais croyants, donnerait d'autant plus à la patrie, qu'il croirait devoir davantage à la religion. Les principes du christianisme seraient infiniment plus forts que le faux honneur, les vertus humaines et la crainte servile des Etats.

MONTESQUIEU



EPHREM CHOUINARD



QUÉBEC a perdu, le 29 novembre dernier, l'un de ses plus intelligents citoyens dans la personne de l'assistant vérificateur des finances de la province, M. Ephrem Chouinard.

Né à Lévis, le 5 avril 1854, il étudia au collège de cette ville. A quatorze ans il en sortait premier de sa promotion. Le lendemain de ce grand succès scolaire il entra dans le commerce, chez *Hamel & Frères*, qui tenaient alors la tête du négoce à Québec. Il fit si bien qu'à vingt-deux ans ses patrons l'envoyèrent en Europe commander les achats de leurs deux maisons, l'une de gros et l'autre de détail. Les hommes d'affaires comprendront, mieux que personne, quelle responsabilité pesait alors sur les épaules de ce jeune homme qui ne trompa jamais l'espérance de ses maîtres, lesquels avaient eu l'intelligence d'apprécier son esprit sagace et ouvert, d'une aptitude incomparable à calculer un bénéfice et à juger une marchandise; qui plus est, à deviner le goût de la clientèle de leurs établissements, et choisir, six mois à l'avance, quel serait l'article à la mode, et à l'acheter à la quantité précise. Autant de problèmes dangereux à résoudre et où il n'était point permis de se tromper—ne fût-ce qu'une seule fois—sans compromettre, du coup, la sécurité de la maison, car le chiffre des commandes était alors redoutable. A cette fin, le représentant d'*Hamel & Frères* traversa plus de trente fois l'Atlantique; c'est presque le nombre d'années—32 ans—qu'il demeura au service de cette maison qui cessa d'exister en 1899.

La raison sociale *Bédard & Chouinard* lui succéda. Mais cette nouvelle société commerciale n'eut qu'une existence éphémère et M. Ephrem Chouinard dit alors au négoce un adieu définitif, pour tenter du journalisme et fonda la *Gazette de Québec* qui, elle aussi, vécut peu de temps. Il devint alors directeur du journal *Le Soleil*, en 1904. Puis, il fut nommé assistant protonotaire de la Cour Supérieure à Québec, et enfin, 1913, assistant-auditeur au Département du Trésor.

Bien que la majeure partie de son existence ait été consacrée aux affaires, Ephrem Chouinard n'avait pas le caractère ni les goûts d'un marchand. Doué d'une extraordinaire puissance d'assimilation il compléta seul son instruction. Il regretta toujours amèrement de n'avoir pu jouir de l'inappréciable avantage d'un cours classique. Aussi, à l'heure de la journée où, la tâche quotidienne accomplie, les jeunes gens de son âge couraient à leurs plaisirs, lui s'enfermait dans sa chambre et employait à l'étude ses soirées et ses nuits. Et voilà comment, petit à petit, il accumula un capital de connaissances historiques et littéraires d'une richesse considérable.

Sachant l'anglais à la perfection Ephrem Chouinard

parlait encore à merveille le dialecte écossais. Si bien, que les marchands avec lesquels *Hamel & Frères* négociaient, ceux de Londres, de Leeds, de Manchester, comme ceux d'Edimbourg et de Glasgow, ne voulaient point admettre qu'il fût Canadien-français. Vainement protestait-il de sa nationalité, invoquait la feuille d'érable, en appelait au mouton processionnel de la Saint-Jean-Baptiste, ce n'était que peines et vanités d'esprit, frais perdus de serments et de mots sonores: plus il vociférait, plus il jurait, et moins on le croyait.

De guerre lasse, Ephrem Chouinard capitula. Il acheta sa paix au prix d'un Tam O'Shanter superbe. Ainsi coiffé, cet excellent ami figurait à ravir un highlander authentique.....comme cette plaisante aventure!

Toutefois, son beau talent de polyglotte lui mérita des succès plus sérieux. Il lui valut, entre autres bonnes fortunes, l'amitié du célèbre nouvelliste anglais John Watson, mieux connu sous son fameux nom de plume:—"IAN MACLAREN", l'auteur de *Bonnie Brier Bush*, *The Days of Auld Lang Syne*, et de tant d'autres brillantes compositions, tableaux vivants de l'Écosse contemporaine, colorés et pittoresques comme le costume de ses montagnards, tous frappés au cachet de l'intense originalité de leurs mœurs et de leurs usages.

Une correspondance régulière s'établit dès lors entre les deux écrivains. Et si jamais il se fait un inventaire de la succession littéraire d'Ephrem Chouinard, les lettres échangées entre *Lysippe* (1) et *Ian MacLaren*, ces deux amants du *beather*, du *bagpipe* et du *pibroch*, (2) seront, j'en ai la certitude, choisies de préférence. Publiées, elles feront les délices du lecteur.

* * *

Il aimait particulièrement à rimer. A son sujet le madrigal—un peu modifié—de Pradon me revient à la mémoire:

Il n'écrivait que pour écrire;
C'était, pour lui, délassément.
Moi, qui l'aimais bien tendrement,
Je n'écris que pour vous le dire.

Ce littérateur sans prétention, n'était pas un violoniste sans technique. Il connaissait bien la prosodie musicale: possédant ainsi les deux rythmes, il était devenu d'une jolie force en métrique. Son

1—*Lysippe*: pseudonyme préféré d'Ephrem Chouinard. Il en avait plusieurs autres: *Philistin*, *Anacborète*, *Le Moine*, etc.

2—De la *bruyère*, de la *cornemuse* et du *pibroch*,—nom générique des airs de bravoure composés pour les cornemuses écossaises. *The Campbells are coming* en est un des plus connus.

bagage poétique, pour la majeure partie, est demeuré inédit. Le reste s'est éparpillé un peu partout dans les journaux, les revues, les albums, les recueils tenus par ses amis personnels. Il serait fâcheux vraiment, qu'un expert, son frère Ernest par exemple, qui a du goût, du tact, et des loisirs, n'en fit pas le triage—car un choix rigoureux s'impose vù la surabondance des pièces, humoristiques pour la plupart.

L'une des plus brillantes—la mieux réussie en ce genre—est, incontestablement, l'*Ode à Victoria* que l'on peut lire dans sa *Petit Histoire des Grandes Rois de Angleterre*, parue en 1910, son seul livre. C'est une satire mordante du parler français des Anglais d'Ontario ; on la croirait écrite avec du vitriol plutôt qu'avec de l'encre, tant elle est caustique. L'auteur répondait—il l'annonçait dans sa préface—à l'*Habitant* de Drummond qui a imaginé et mis dans la bouche des cultivateurs canadiens-français de la province de Québec un parler anglais aussi invraisemblable que stupide.

Il en est des épigrammes comme des anecdotes : les meilleures sont les plus courtes. Les treize strophes de l'*Ode à Victoria* valent, à mon humble avis, les cent cinquante pages du *Petit Histoire des Grandes Rois*, malgré tout ce qu'elle renferme d'esprit, d'humour et de verve.

Certes, elle n'est pas banale cette chronique rimée des soixante règnes vécus de la vieille Angleterre. L'ironie qui s'en dégage, contagieuse comme son rire, capiteuse comme son esprit, monte très vite à la tête d'un lecteur inaverti qu'elle préjuge autant qu'elle égare, inconsciemment. Car cette charge littéraire cache pour lui un danger réel dans l'équivoque de son interprétation. Mais, ce lecteur inaverti est tout de suite prévenu si on lui dit : *Ne confondez jamais London (England) avec London (Ontario)*.

Cette distinction essentielle, capitale, s'impose à celui qui veut lire, avec la mentalité de son auteur, la *Petit Histoire des Grandes Rois*. Autrement, le ridicule dont Ephrem Chouinard couvre et abreuve les Anglais d'Ontario, les *French Canadian Eaters*, tous ces haïs-seurs-nés de la langue française, ce ridicule, dis-je, rejaillirait, très déplorablement et très maladroitement aussi, sur les Anglais de Londres, admirateurs jurés de cette même langue qu'ils parlent avec autant d'élégance que de fierté. Londres aujourd'hui a l'orgueil de parler français, comme Rome autrefois avait celui de parler grec.

Mais trêve de critique littéraire. Elle n'est pas à sa place ici, même si elle évitait de juger, dans l'œuvre d'Ephrem Chouinard, les poésies burlesques : satires bouffonnes, épigrammes malicieuses, mercuriales virulentes ou aigres, pour ne s'appliquer qu'à l'analyse des compositions sentimentales.

* * *

Ephrem Chouinard eut, avec les dons de l'esprit, les dons du cœur, ce que le bon Père Daulé appelait

dans son ravissant Noël de 1819 "*les dons de la tendresse*".

Comme il chérissait les siens ! et avec eux ses amis, qui lui rendaient bien du reste son affection et continueront de l'aimer dans leurs prières et dans leurs souvenirs. Ailleurs, en tout autre milieu, à Ontario, aux Etats-Unis, même en Angleterre, il aurait certainement fait fortune dans le monde commercial. Mais il refusa toujours les offres les plus alléchantes et ne voulut jamais quitter Québec retenu par les attaches d'un incomparable dévouement à la vaillante compagne de sa vie, à ses enfants, à ses petits-enfants qu'il adorait. En voulez-vous la preuve ? Lisez ceci, des triolets comme il ne s'en compose guère, des triolets délicieux :

Si vous ne l'avez pas appris,
Depuis quatre ans que je suis grand-père.
Et c'est un titre de grand prix,
Si vous ne l'avez pas appris.
Bien longtemps faut-il qu'on espère
Pour pouvoir dire qu'on l'a pris.
Si vous ne l'avez pas appris,
Depuis quatre ans je suis grand-père.

Grand-père et parrain à la fois
Du même joli petit être
Au gracieux et frais minois,
Grand-père et parrain à la fois !
Comme cela doit bien paraître !...
Ah ! j'en mourrai d'orgueil, je crois :
Grand-père et parrain à la fois
Du même joli petit être !...

Simonne ! c'est son petit nom,
Le nom de ma petite-fille.
Nul autre ne me plairait, non :
Simonne ! c'est son petit nom.
L'enfant, va sans dire, est gentille
Et je l'aime avec passion.
Simonne ! c'est son petit nom,
Le nom de ma petite-fille.

Elle n'a pas trois pieds de haut...
Si vous voyiez comme elle est grande
Et droite comme un fier roseau.
Qui... n'aurait pas trois pieds de haut !
Peut-on—à tous je le demande—
Ne pas trouver son maintien beau ?
Elle n'a pas trois pieds de haut...
Si vous voyiez comme elle est grande !

Elle connaît tout l'A-B-C,
Et m'en explique chaque lettre ;
Le nez sur son livre baissé,
Elle connaît tout l'A-B-C.
Je n'ai, paraît-il, qu'à m'y mettre
Pour être comme elle avancé.
Elle connaît tout l'A-B-C
Et m'en explique chaque lettre.

On voit alors mes cheveux blancs
Se mêler à ses boucles blondes;
Puis, sous ses yeux étincelants,
Se soulever mes cheveux blancs.
Les lettres deviennent des mondes
Que je suis de mes doigts tremblants;
De plus en plus mes cheveux blancs
Se mêlant à ses boucles blondes.

Du dédale de l'alphabet
Il faut voir comme elle se tire.
Pour elle il n'a point de secret,
Le dédale de l'alphabet.
"Grand-père! à l'autre page! vire!"
Le vieux "vire" et reste muet:
Du dédale de l'alphabet
Il a vu comme elle se tire.

Ainsi deux rôles précieux
Occupent parfois nos soirées;
Et nous représentons tous deux
Ainsi deux rôles précieux:
Mentor avec boucles dorées
Et Télémaque aux blancs cheveux...
Ainsi deux rôles précieux
Occupent parfois nos soirées.

Plus tard, quand elle aura vieilli,
Puisse-t-elle avoir souvenance
Du "vieux" attentif, recueilli,
Plus tard, quand elle aura vieilli!
De l'élève de son enfance,
Déjà depuis longtemps... cueilli.
Plus tard, quand elle aura vieilli,
Puisse-t-elle avoir souvenance!

Maintenant, vous l'avez appris,
Depuis quatre ans je suis grand-père;
Et c'est un titre de grand prix,
Maintenant vous l'avez appris.
Bien longtemps faut-il qu'on espère
Pour pouvoir dire qu'on l'a pris:
Maintenant vous l'avez appris,
Depuis quatre ans je suis grand-père.

* * *

Hélas! grand-père est parti! Au numéro 2 de la rue Racine, dans cette maison où j'ai si souvent partagé avec d'autres intimes les joies d'une cordiale hospitalité, Simonne demande et redemande à grand-mère si grand-père va revenir. Simonne est trop petite pour comprendre qu'il est mort, encore moins qu'il est entré dans l'Eternité. Alors grand-mère, refoulant ses sanglots, répond que grand-père se promène dans un beau grand jardin—le sinistre jardin de Belmont—qu'il va revenir... demain, toujours demain!

Et quand Simonne est bien endormie, grand-mère se reprend à pleurer toutes ses larmes.

Que lui dirai-je pour la consoler?

Ceci peut-être lui fera du bien: une parole de Fénélon, admirable, exquise de douceur et d'espérance:

"Les morts ne sont pas des absents mais des invisibles qui ne nous ont point quittés, qui demeurent avec nous, toujours, et partout où nous sommes".

Oh! le dogme de la présence réelle des morts, qui refusera d'y croire? Celui qui n'a perdu personne? Nommez-le moi!

ERNEST MYRAND

Au 9 décembre.

ROME

—Sa Sainteté Benoît XV adresse une encyclique au monde catholique, pour inviter tous les fidèles à

prier la divine Providence qu'elle inspire les membres du futur Congrès de la paix, afin qu'ils donnent à l'univers une paix fondée sur les vrais principes de la justice et de la charité chrétiennes. En effet, après avoir demandé à Dieu la victoire pour notre juste cause, il faut prier avec non moins d'instance qu'il éclaire de sa sagesse ceux qui vont avoir la tâche formidable de réorganiser l'Europe. Avec Benoît XV, supplions le Ciel de nous accorder la paix juste et durable, une paix qui ne soit ni la paix fausse ni la paix de sang...

—S. E. le Cardinal Vico a été nommé préfet de la S. Congrégation des Rites en remplacement de feu le Cardinal Martinelli.

—Il est probable, annonce le correspondant romain

LES FAITS DE LA SEMAINE

du *Tablet*, de Londres, que le Saint-Siège publiera, après la signature de la paix, un Livre Blanc, touchant les activités du Vatican pendant la guerre. Le dernier Livre Blanc du Saint-Siège concernait la crise française de 1905, et il fut préparé par le regretté Pie X, le Cardinal Merry del Val et Mgr Gasparri, aujourd'hui Cardinal Secrétaire d'Etat.

—Toutes les églises de Rome ont vibré du chant du *Te Deum* pour remercier Dieu de la victoire. S. E. le Cardinal-Vicaire en personne a fait la cérémonie qui eut lieu à l'Ara Coeli, en présence du duc de Gênes, qui représentait le roi, et des autorités militaires et civiles.

—Le ministre portugais près le Vatican, le capitaine Costa a démissionné, pour des raisons personnelles. Le Saint-Siège recevra comme son successeur le docteur Forbes de Bessa, président du Sénat.

QUEBEC

—Collecte à domicile en faveur de la Croix-Rouge canadienne, de la Ligue Navale du Canada et de l'Aide aux soldats. S. E. le Cardinal souscrit \$500. La guerre est virtuellement finie, mais que de blessures humaines il reste à panser!

—Très sérieuse question: notre ville se voit menacée d'une grève de la brigade du feu... L'Union Nationale des employés de la Brigade réclame pour ses membres une augmentation de salaires de 20 p.c., ce qui n'est certainement pas énorme et ne paraît que juste, les salaires actuels n'étant que de \$14 à \$18 par semaine. La ville a offert un bonus, que les pompiers ont jusqu'ici refusé. Ils demandent, en outre, que l'augmentation réclamée prenne effet à compter du 1er mai 1918. On parle d'un arrangement. Espérons que la grève, annoncée pour mercredi, sera évitée et que la ville verra à payer plus convenablement nos braves employés de la Brigade...

A Montréal, une grève du même genre, mais beaucoup plus étendue encore, est dans le même moment en perspective: elle engloberait les hommes de la police, du feu et de l'aqueduc!

—Un groupe de citoyens agite la question d'un changement du mode d'administration municipale: on confierait l'administration de Québec à quelques commissaires, trois ou cinq, qui seraient chèrement rémunérés. Une assemblée a eu lieu à l'Hôtel du Parlement, sur convocation de M. Georges Dion, après approbation du projet par l'honorable M. Frank Carrel, propriétaire du *Telegraph*, et de quelques autres...

—Conférence de M. le docteur Béland, au Château Frontenac, sous le patronage de S. H. le Lieutenant Gouverneur et au profit de la Croix-Rouge. Présenté par sir Lomer Gouin, l'éloquent conférencier raconte sa captivité en Allemagne, depuis le jour du 3 juin 1915, où il fut fait prisonnier à Anvers, jusqu'à la date du 10 mai 1918, où, grâce à l'Angleterre et aussi à Sa Sainteté Benoît XV, sur demande de Son Eminence le Cardinal Bégin, il fut, lui fait prisonnier en violation de tous les droits, échangé contre le prisonnier régulier Von Bulow.

—On entendra cette saison-ci à l'Institut Canadien une série de conférences sur l'histoire de la science française au XIXe siècle. M. l'abbé Henri Simard, professeur de physique au Séminaire et auteur de manuels appréciés, a inauguré jeudi la série de ces leçons en traitant des sciences physiques françaises.

Pareillement, la Société des Arts, Sciences et Lettres, fondée il y a un an, a repris ses séances publiques. M. Onésime Gagnon, avocat a donné une conférence sur l'homme d'Etat canadien-français Auguste-Norbert Morin.

A M. Georges Morisset, succède comme président de cette société, pour l'année qui vient de commencer, M. G. E. Marquis, chef du Bureau des Statistiques de la province de Québec. La Société des

Arts, Sciences et Lettres publie un périodique intéressant, *Le Terroir*, lequel en sera, ce mois-ci, à son quatrième numéro.

—M. Gustave Piché, le chef du Service Forestier de la province, s'en va étudier en France la question du reboisement des forêts, attendu que l'on compte sur notre pays, et notamment sur notre province, pour repeupler d'arbres la France forestière du nord labourée par les obus et déchiquetée.

—Election par le Conseil de M. le docteur P.-H. Bédard, échevin du quartier Saint-Jean-Baptiste, comme maire-suppléant pour le prochain terme. Nomination de M. Edgar Vézina au poste d'assistant-auditeur de la province, en remplacement de feu M. Ephrem Chouinard. M. Ernest Bélanger est réélu président du Conseil Central National des Métiers du District de Québec. L'association des Vétérans de la Grande Guerre à Québec choisit comme président le capitaine Antoine J. Duchesnay.

—Le Département de l'Instruction Publique a décidé d'installer dans l'édifice de l'Ecole des Arts et Métiers, rue St. Joachim, son musée d'histoire naturelle, qui occupe présentement un étage de la nouvelle annexe du Parlement.

Le Musée qui est très considérable, ne pourrait être contenu dans l'édifice actuel. Aussi construira-t-on une annexe de 100 pieds de long, à deux étages, pour pouvoir l'accommoder. On a commencé les améliorations nécessaires et la construction de l'annexe sera entreprise sous peu.

—Mort de M. Philippe Jolicœur, avocat.

CANADA

—Mort, en Angleterre, du R. P. H.-T. Richards, S. J., vicaire à l'église Sainte-Marie à Montréal. Il était né à Liverpool. Il avait étudié en Angleterre et au Canada. Le P. Richards était un converti.

—Nomination du R. P. Guertin, des Pères de Sainte-Croix, à la présidence de l'Université du Collège Saint-Joseph de Memramcook, en remplacement du R. P. LeCavalier, nommé curé de la paroisse du même nom.

—Emission des brefs pour les trois élections partielles de Matane, de Montréal-Saint-Laurent et de Napierville. Nomination le 20 et élection le 27 décembre. Dans Napierville, le candidat ministériel, récemment choisi, est M. Aimé Leblanc, avocat à Montréal. Dans Saint-Laurent, en outre du lieutenant W.-S. Collier, autrefois rédacteur au *Beaver*, lequel se présente comme indépendant, on signale deux candidatures israélites, qui sont celles de MM. Louis Fitch, avocat, et Isaac Lande.

—Arrivée à Montréal de la mission Lvoff. Le prince Lvoff et ses collègues voudraient établir des Etats-Unis de Russie, ayant à leur tête un président constitutionnel demeurant à Pétrograd.

—Le Comité fédéral de prohibition, dont fait

partie S. H. le juge Lafontaine, de Montréal, demande au gouvernement canadien de voir à ce que la prohibition générale décrétée le 11 mars 1918 reste bien en force jusqu'au plébiscite prévu touchant cette question. Il spécifie, notamment, que la date du vote devrait être fixée et annoncée six mois d'avance une fois seulement la démobilisation finie.

—Nouveau crédit de 200 millions à l'Angleterre, pour couvrir ses frais de liquidation de la guerre au Canada.

—Le gouvernement fédéral pour faire suite aux délibérations de la récente conférence inter-provinciale, met 25 millions à la disposition des provinces, en vue d'aider à la solution du problème des logements ouvriers.

—La carte d'enregistrement national n'est plus exigée, et les jeunes gens ayant atteint 19 ans ne sont plus obligés de s'enregistrer pour le service militaire.

—Convention de la Société de l'Industrie Laitière à Valleyfield. S. G. Mgr. Emard et l'honorable M. Caron ouvrent la convention. M. Gustave Boyer est réélu président de la Société.

—Constitution à Ottawa d'une Commission canadienne du commerce de l'après-guerre, sous la présidence de Sir Georges Gordon. A noter, à ce propos, que la France s'est désistée, après avis régulier, de son traité de commerce passé avec le Canada en 1907. Elle se réserve sa liberté en vue des négociations prochaines.

—Le Conseil des Métiers et du Travail de Winnipeg, Manitoba voudrait que le gouvernement canadien s'abstienne de toute entreprise militaire en Sibérie. Une fraction remuante du travail organisé au Canada sympathise quasi ouvertement avec la Révolution russe et les gouvernants bolcheviks. Ce n'est pas la première fois que les Alliés en reçoivent une preuve de la part des milieux ouvriers travaillés par le socialisme.

De son côté, l'élément socialiste et bolchévik du parti ouvrier local à Toronto s'agit pour prendre la maîtrise du conseil ouvrier du district...

—*Le Petit Canadien*, organe de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal, annonce qu'il se développe et devient la *Revue Nationale*, à partir du 1er janvier 1919. Il absorbe, en même temps, *La Revue Acadienne*.

—Convention, à Montréal, de l'Association des instituteurs protestants. Cette association est à la tête d'un mouvement en faveur d'une loi de contrainte scolaire pour la Province de Québec.

—Mort de M. Jules Monier rédacteur au *Canada*. M. Monier était Français d'origine. Il était né à Nantes et était âgé de 71 ans. Il était étudiant lors de la déclaration de la guerre franco-prussienne, et il prit part aux différents épisodes de la campagne. Il fut interné en Suisse avec l'armée de la Loire. M. Monier vint au Canada en 1872. Il entra à la rédaction de la *Minerve* et devint plus tard secrétaire de M. Louis Beaubien, ministre de l'agriculture. M. Monier

fonda le *Prix Courant* et passa successivement au *Monde*, à l'*Etendard*, à la *Presse*. Il faisait partie de la rédaction du *Canada* depuis les premiers mois de sa fondation, en 1903. M. Monier était très versé dans les questions financières et commerciales.

—M. William Fraser, libéral, est élu dans Huron-Nord pour la Législature de Toronto, sur ses deux concurrents, M. le docteur Case, conservateur, et M. Georges Spotton, conservateur indépendant.

ETATS-UNIS

—Le président Wilson s'est embarqué le 4 pour l'Europe, à bord du *George Washington*, avec une suite nombreuse. A 1500 milles en mer, les escadres américaines, en Europe sont venues, ainsi que des navires des flottes alliées, à la rencontre du convoi présidentiel. Le président débarquera à Brest.

Au moment de partie, M. Wilson s'est expliquée dans un long message devant le Congrès, sur la situation. Les démocrates lui ont fait une ovation, mais les républicains sont restés froids à son égard. Le président a relaté l'effort américain. Il y a un an, a-t-il déclaré, nous avons envoyé outre-mer 145,198 hommes. Depuis lors, nous en avons expédié 1,950,513 en moyenne 162,542 par mois. En mai, il en a été envoyé 245,950; en juin, 278,760; en juillet, 307,182; en août, 289,570; en septembre, 257,438. Remercions Dieu que nos hommes soient entrés en scène au moment critique où le sort du monde se décidait, et que leur force encore intacte ait fait pencher la balance du côté de la liberté. Il n'a fallu que quelques mois après notre intervention pour que le haut commandement allemand se rendit compte que la partie était perdue. Les empires du centre sont maintenant en liquidation. Le président a rendu hommage non seulement aux hommes, mais aussi aux femmes, pour lesquelles il réclame le droit de suffrage dans tout le pays. Après quoi il a parlé du programme naval, de la question des chemins de fer (on parle de nationalisation), et de la Conférence de la paix, disant qu'il croyait de son devoir d'y aller et promettant d'expliquer, en vue de cette Conférence, l'interprétation et l'application des principes posés par lui (et acceptés) sans égoïsme, ayant uniquement en vue l'intérêt de toutes les nations. Et le président a fortement insisté sur la réfection préalable des ruines économiques accumulées en Belgique et dans le nord de la France.

—Dans une entrevue à propos de la Conférence de la paix, M. Théodore Roosevelt a parlé, notamment, de la liberté des mers, au sujet de laquelle il a exprimé l'avis très sensé que voici : "*La liberté des mers veut dire tout ou rien. Si on prend l'interprétation allemande, c'est un leurre. Rien ne doit empêcher la flotte britannique, advenant une autre guerre, de jouer le rôle immense qui a rendu tant de services dans celle qui vient de finir.*"

—D'après un récent rapport officiel, les pertes

américaines étaient, au 26 novembre, de 262,723. Le général Pershing donna les chiffres suivants : tués, 28,363; morts de blessures, 12,101; morts de maladie, 16,134; victimes pour autres causes, 1,980; manquants, 14,290; blessés, 189,955.

—Les statistiques établissent que l'influenza a causé depuis le 15 septembre, aux Etats-Unis, plus de 300,000 morts. Si l'on compare ce chiffre avec ceux de la précédente note, on reste horrifié devant le malignité de la fameuse grippe, plus meurtrière, dans ce cas, que la guerre elle-même,...

—Démission du contrôleur du combustible, M. Garfield. M. Gordon Glass, succède à M. McAdoo à la secrétairerie du Trésor.

—Les deux Etats de la Floride et de Washington se sont rangés sous l'étendard prohibitionniste.

—Les unions ouvrières ne sont point satisfaites de la Commutation de peine accordée à Thomas Mooney. Elles continuent l'agitation pour obtenir un nouveau procès.

—Mort, à New-York, du capitaine Joseph-Raphaël de Lamar, grand financier et propriétaire de mines. Il fut vice-président de la fameuse *International Nickel Company*, dont il a été beaucoup question, aux Etats-Unis et au Canada, pendant la guerre.

GRANDE-BRETAGNE

—La journée du 7 est fêtée avec enthousiasme, des deux côtés de l'océan, comme le *jour britannique*, —*British day*. A Paris et à New-York comme à Londres, on se félicite du grand effort britannique. Sa Majesté Georges V, M. Balfour et le général Pershing envoient des messages souhaitant que l'Angleterre et les Etats-Unis restent unis dans la paix comme ils l'ont été dans la guerre.

—A l'appel nominal du 4, sur 707 députés à élire, 104 n'ont pas eu d'adversaire, soit 41 unionistes, 28 libéraux unionistes, 11 travaillistes, 22 Sinn Feiners, 1 nationaliste, 1 indépendant. Parmi les élus sont MM. Balfour, William Brace, John-Robert Clynes, J.-A. Chamberlain, J.-W. Lowther, l'Orateur aux Communes, Will Crooks, travailliste. Les Sinn Feiners élus sont, entre-autres, le professeur de Valera, dans Clare-Est, le comte Plunkett, dans Roscommon-Nord, et William Cosgrove, dans Kilkenny. Quatorze femmes sont sur les rangs, au nombre desquelles il y a Mlle Christabel Pankhurst, Madame Frederick Lawrence, Mlle Mary McArthur, la secrétaire de l'Union commerciale des femmes anglaises, et la comtesse Markiewicz, de Dublin, chef Sinn Feiner. Les Sinn Feiners se trouvent avoir conquis sans coup férir 22 sièges sur 105, alors qu'ils ne comptaient que six sièges dans l'ancien Parlement. M. Lloyd George a pour adversaire, dans Carnawon, Austin Harrison, éditeur de l'*English Review*. Le bulletin de l'adversaire féminin de M. Asquith a été mis de côté comme irrégulier.

—Sa Majesté la reine adresse un message aux femmes de l'Empire, les félicitant et les remerciant de leurs généreux sacrifices pendant la guerre et les exhortant à être à la hauteur des tâches de l'après-guerre.

—L'Angleterre a perdu, au cours de la guerre, 2,475 navires coulés avec leurs équipages, plus de 3,147 autres dont les équipages furent abandonnés à la dérive, et 670 bateaux de pêche. Quinze mille marins ont péri.

—L'Irlande voudrait être représentée à la Conférence de la paix. Un Irlandais du nom de Patrick McCarlan, se disant "envoyé du gouvernement provisoire de l'Irlande", s'est adressé dans ce sens au président Wilson. D'autre part, M. Wilson est prié par les Irlandais d'obtenir à l'Irlande le privilège de choisir librement son sort. Parmi les requêtes venues des Irlando-Américains, il y en a une au nom de l'Université Catholique, par son recteur Mgr Shane. Toutes les résolutions, requêtes et suppliques ont été référées à la Commission des Affaires étrangères.

—Mort du duc de Grafton, ancien général de l'armée anglaise. Il était âgé de 97 ans.

FRANCE

—La date s'en vient de la Conférence définitive de la paix. Il y a eu à Londres, la semaine dernière, une série de réunions préliminaires et préparatoires inter-alliées, auxquelles se sont rencontrés MM. Clémenceau, le maréchal Foch, Lloyd George, Balfour, Bonar Law, Orlando et Sonnino. Après avoir pris part à une réunion du Cabinet de guerre impérial, les représentants des Dominions britanniques ont été admis à conférer avec les délégués de la France, de l'Italie et de la Grande-Bretagne. Mais on n'est pas encore prêt à conférer avec l'ennemi. Car il est bien évident qu'il faut au préalable s'entendre entre Alliés sur la programme de paix à imposer, afin de présenter à la diplomatie germanique, au guet de tout ce qui pourrait racheter la défaite sur les champs de bataille, un front compact. Il y aura donc vers le 16 ou le 17 décembre une autre conférence interalliée au Quai d'Orsay, à laquelle MM. Lloyd George et Balfour rencontreront le président Wilson. L'ouverture de la Conférence de la paix proprement dite n'aura pas lieu avant le commencement de janvier.

Les plénipotentiaires anglais seront MM. Lloyd George, Balfour, Bonar Law, George Nicoll Barnes, membre ouvrier du cabinet de guerre, et un cinquième personnage qui n'a pas encore été choisi. Lu Cheng-Hsiang, le ministre des Affaires étrangères à Pékin, dirigera la délégation chinoise à la Conférence de la paix. Un Belge, M. Decoot, lui servira de conseil.

Tout indique que l'Internationale ouvrière siégera à Paris dans le même temps que les plénipotentiaires. Ont été nommés délégués de la Fédération Américaine du Travail à cette conférence ouvrière MM. Samuel Gompers, William Green, John-R. Alpine, James Duncan et Frank Duffy.

—Réception enthousiaste aux souverains belges à Paris. Le train royal était décoré aux couleurs belges et alliées, quand il est entré à la gare du Bois de Boulogne. Grand banquet à l'Élysée, où le président Poincaré et le roi Albert ont échangé des santés. La France et la Belgique se sont jointes, par leur voix, pour annoncer la fin du régime de neutralité belge.

—Après avoir acclamé la rentrée des couleurs et des armées françaises, Metz salue Poincaré et Clémentine, venus chez elle en triomphe.

—Des représentants des Conseils nationaux polonais, yougo-slave, roumain et tchéco-slovaque sont à Paris, à étudier le problème de la réorganisation de l'Europe centrale.

BELGIQUE

—Le roi Albert et la famille royale belge rentrent à Liège aux acclamations de tout un peuple, lesquelles vont aussi, chaleureuses et vives, à l'adresse de l'héroïque général Leman. On se rappelle la résistance admirable de Liège, qui fut la première forteresse belge à subir les assauts du kolosse teuton !

ALLEMAGNE

—On publie le texte d'un document par lequel le kronprinz, à son tour, renonce "*formellement et définitivement*" à ses droits de succession au trône impérial d'Allemagne. Le document est daté de Wieringen, le 1er décembre 1918. Et le gouvernement aurait retiré l'immunité de tous les membres de la famille des Hohenzollern.

—Il n'y a pas beaucoup de changement politique à Berlin. Liebknecht fait des siennes, et il a eu quelque chose à voir dans l'émeute de vendredi, laquelle aurait causé, d'après une dépêche, 180 morts. Les adhérents du groupe dit de Spartacus appellent à leur secours les bolchéviks russes réputés les "meilleurs organisateurs"... de la désorganisation anarchique. 846 membres des diverses universités ont signé un document demandant la convocation prochaine d'une Assemblée Nationale. Ils veulent qu'on se hâte... avant que le nouveau Congrès américain, en majorité républicain, influe trop sur la direction de la politique des États-Unis.

On signale une tentative pour proclamer une république des provinces rhénanes et de la Westphalie.

—L'ancien kaiser se défend de toute responsabilité et accuse Bethmann-Hollweg et von Jagow d'être les auteurs de la guerre allemande de 1914. Et Bethmann-Hollweg de protester, disant qu'il est faux qu'en déclarant la guerre, au mois d'août 1914, l'empereur Guillaume ait subi sans pouvoir y résister l'influence de ses ministres. Le gouvernement allemand, par l'entremise de Solf, propose donc aux Alliés de faire décider par une Commission neutre qui est responsable. Et pendant qu'on dit aux Alliés : Remettez pour cela vos documents secrets, un socialiste

député au Reichstag annonce que le Bureau de Solf (les Affaires étrangères) a fait détruire tous les documents compromettants. L'hypocrisie allemande, seule capable d'une organisation d'espionnage comme jamais on n'avait vu, n'a évidemment par fini de tâcher de prendre les Alliés au piège!

AUTRICHE

—Les Magyars se préparent à résister à l'occupation et à l'organisation de la Tchéco-Slovachie. Au vrai, Magyars et Tchéco-Slovaques ne se sont jamais beaucoup entendus. Ce sont des frères ennemis. Tout indique, par conséquent, qu'il se développera en Slovaquie un Ulster redoutable. Et il semble bien que beaucoup de petits Ulsters naîtront comme cela dans l'Europe centrale, si on l'abandonne aux coups du principe des nationalités...

—L'organisation de la Yougo-Slavie n'ira pas, non plus, sans difficulté. Les Yougo-Slaves veulent s'annexer le Monténégro. Mais pour cela, il faut déposer le roi Nicolas. Des dépêches annoncent que c'est fait, et que l'Assemblée nationale monténégrine a opté pour l'union avec la Serbie, sous le sceptre des Karageorgevitch.

RUSSIE

—A Pétrograd, on meurt de faim et les cortèges funèbres emplissent les rues toutes les matinées. Les Gardes Rouges, à la solde du gouvernement des soviets, ne respectent même plus les pied-à-terre officiels de l'étranger : ils ont violé tour à tour les légations suisse, suédoise et polonaise. Tandis qu'à Moscou, les exécutions continuent...

—Le général Skoropadski, hetman de l'Ukraine, mis en fuite dernièrement par un coup d'Etat du général Dénikine, aurait été assassiné.

—La nouvelle de l'assassinat de l'amiral Kolchak, le dictateur d'Omsk, est controuvée. Le gouvernement pan-russe dont il est le chef aurait pris l'engagement d'honorer toutes les obligations nationales assumées par les administrations précédentes, sauf celles du régime bolchéviste.

—Le prince Lvoff, dont il a été question plus haut, et l'ambassadeur russe à Washington Bakmetieff veulent aller exposer devant le Congrès de la paix, leurs vues sur la Russie.

AILLEURS

—La crise entre le Pérou et le Chili reste stationnaire. On communique de part et d'autre avec Washington. Le cabinet péruvien a démissionné.

—La Chambre des députés italiennes a ratifié le projet d'une Arménie indépendante.

—Le cabinet Malinoff, en Bulgarie, fait place à un cabinet Mouchanoff. Même consonance, même couleur, paraît-il.

—La Transylvanie, par son Conseil national, décide de s'unir à la Roumanie.



LETTRE DE FRANCE

LA CONFEDERATION GENERALE DU TRAVAIL



DANS une dernière lettre je disais que je parlerais prochainement de la Confédération générale du travail, la grande organisation socialiste qui prétend devenir en France l'état tout entier.

Je rappellerai d'abord un souvenir datant de onze années et qui eut à la fin un caractère de mystification et de menace. C'était l'entrée en scène de cette masse organisée. Pour beaucoup de gens, ce fut la révélation de sa puissance et de son existence.

En 1907, le 8 mars, vers six heures du soir, M. Clemenceau, alors ministre pour la première fois (et premier ministre), éprouva une surprise extrême. Il travaillait dans son bureau, lorsque, subitement, les lampes électriques s'éteignirent. M. Clémenceau appela des employés. Ceux-ci, pour le rejoindre, durent s'avancer à tâtons, car on ne voyait pas clair non plus dans les corridors; et une obscurité complète avait envahi tout l'hôtel de la place Beauvau. Bientôt arrivèrent des informations, qui furent commentées à la lueur des bougies: la police annonçait que dans les magasins, dans les restaurants, dans les cafés du boulevard, dans les théâtres et en beaucoup d'autres lieux encore, bref, dans les divers quartiers de Paris, l'éclairage électrique se trouvait soudainement interrompu. L'interruption se prolongea pendant une partie de la nuit.

Le lendemain soir, l'éclairage électrique fonctionnait de nouveau; et les occupations ainsi que les divertissements reprenaient leur cours ordinaire. Mais l'émoi ressenti subsistait augmenté encore par le souvenir de complications variées qui avaient failli devenir dangereuses.

Rien de fortuit dans l'événement. Il ne provenait d'aucun accident matériel. Il était l'effet d'un acte volontaire, préparé, combiné. Il résultait d'un programme imposé aux ouvriers électriciens par les chefs d'une grande association qui groupait 3 ou 400,000 travailleurs appartenant à des industries diverses.

Ce vaste groupement s'appelait, et s'appelle toujours, *La Confédération Générale du Travail*. Les hommes qui le dirigèrent voulaient faire sentir leur force à tout le monde, surtout au gouvernement. Dans ce but, ils avaient décidé, entre eux, d'interrompre tout-à-coup l'éclairage électrique d'une grande partie de la ville. Ils avaient transmis leurs ordres à un certain nombre d'usines produisant l'électricité. L'heure était fixée à laquelle les ouvriers devaient abandonner les machines. Ils obéirent avec une docilité parfaite. Pas un seul d'entre eux ne prévint le gouvernement ou la police. Pas un journal ne fut informé de la mesure qui allait être appliquée et s'exécuta de la manière la plus précise et la plus simple.

C'est cette régularité administrative et cette discipline absolue, si rares, qui furent, le lendemain, considérées comme les symptômes révélateurs d'une situation bizarre et menaçante. On s'aperçut qu'il y avait, à côté du gouvernement officiel, un autre gouvernement, qui pouvait compromettre l'ordre public. Depuis, avec une attention et une inquiétude croissantes on a continué d'observer les paroles et les efforts des hommes qui composent l'état-major de la *Confédération Générale du Travail*.

Cependant, elle n'était pas une puissance toute nouvelle. Pendant les dernières années avant cet acte déconcertant, elle avait maintes fois proclamé les théories les plus révolutionnaires, et joué un rôle considérable et visible. Pour qu'elle fût connue telle qu'elle est, il fallait qu'elle adressât à la société tout entière ce défi positif et original.

La Confédération, sous sa forme actuelle, date de 1898; mais elle a des origines qui remontent plus loin. Dans les congrès que, depuis assez longtemps, tenaient les associations ouvrières diverses, plus ou moins rivales, parfois furieusement hostiles les unes aux autres, dans ces congrès, on voyait se préciser de mieux en mieux, ou de pire en pire, l'idée d'un groupement qui devait devenir un lien entre tant de forces éparpillées et indisciplinées.

L'entreprise était conçue et dirigée par quelques ouvriers, parmi lesquels se distingua Fernand Pelloutier, un typographe issu d'une famille bourgeoise et doué d'une certaine éducation classique. Jeune, faible de santé, atteint d'un cancer qui lui dévorait la figure, Pelloutier se consacra à son projet avec une persévérance acharnée. Athée militant, apôtre de la grève générale, il était possédé par le désir de doter les prolétaires d'un moyen d'action, d'une grande force organisée. Très actif à multiplier et à développer les Bourses de Travail, les Syndicats et les Fédérations de Syndicats, il a visé de bonne heure et il est parvenu à fonder et à faire fonctionner le système qui réunit la plupart de ces associations dans un assemblage très étendu, solide et souple, gouverné par un Comité Central.

Pour réaliser cette œuvre, les efforts ont été longs et confus. Ce serait un travail intéressant de décrire la physionomie morale et intellectuelle de quelques uns des agitateurs et surtout des fondateurs qui ont surgi depuis quelque vingt ans dans la masse ouvrière. Certains ont montré des aptitudes remarquables et autant d'habileté que d'audace et de persévérance. De même il y aurait profit à retracer les périodes principales que l'entreprise a parcourues avant d'aboutir.

Mais ce travail de psychologie et d'histoire prendrait trop de place.

L'organisation dont je viens de signaler l'originale entrée en scène il y a onze ans, a continué de se développer. J'en noterai quelques détails essentiels et j'indiquerai les tendances qui l'animent.

Dans la Confédération, on distingue d'abord deux grandes catégories de groupes : 1o les fédérations de Bourses du Travail ; 2o les fédérations de syndicats.

Ces deux catégories ont été assez longtemps séparées, chacune ayant son autonomie, se développant avec ses ressources propres et au moyen de son mécanisme particulier. Les Bourses contiennent des bureaux de placement ; et elles s'occupent de créer ou d'administrer des œuvres ouvrières. Les Fédérations de métier et d'industrie (syndicats) ont pour but essentiel de soutenir des grèves et de former des syndicats qui soient des instruments de lutte.

Un écrivain très compétent en matière de sociologie, M. de Seilhac, dit que le système des Bourses de travail est pour les ouvriers, à la fois, un ensemble de citadelles et d'écoles. Là, ils se sentent chez eux, et, en outre, ils ont de quoi s'instruire, au moyen de conférences et de bibliothèques. La Bourse, dit M. de Seilhac, est pour l'ouvrier ce que le cercle est pour le bourgeois riche."

Avant la guerre, il y avait environ 150 Bourses du travail. Notons qu'en général elles ont été établies avec le concours financier des conseils municipaux.

L'autre catégorie de groupes, formée par les syndicats, représente les chemins de fer, la métallurgie, l'imprimerie, l'industrie textile, les exploitations minières, le bâtiment, l'alimentation, etc. Il y a dans la Confédération, à côté des ouvriers, beaucoup d'employés et bon nombre de fonctionnaires. (Bien que le gouvernement ait défendu à ces derniers de former des syndicats, les syndicats d'instituteurs et d'autres agents publics existent et, malgré toutes les interdictions, agissent puissamment).

Comme je l'ai dit, la Confédération associe dans son cadre les Bourses et les Syndicats. Elle est administrée par un comité de 64 membres. Ce comité confédéral nomme trois commissions permanentes : 1o commission du journal ; 2o commission des grèves et de la grève générale ; 3o commission de contrôle.

En fait de grèves, la Confédération, pour en donner le signal, n'attend pas qu'un groupe de syndicats ou un syndicat ait pris une décision. Elle va au-devant et prêche continuellement dans ce but. Voici le règlement (article 16) : "La commission des grèves et de la grève générale a pour objet d'étudier le mouvement des grèves dans tous les pays. "Elle recueille les souscriptions de solidarité et en assure la répartition aux intéressés. Elle s'efforce, en outre, de faire toute la propagande utile pour faire pénétrer dans l'esprit des travailleurs organisés la nécessité de la grève générale. A cet effet, elle crée ou provoque la création, partout où il est possible de sous-comités

de grève générale". Elle envoie des subsides et elle fournit des conférenciers.

La Confédération prêche l'action directe y compris le boycottage et le sabotage. Ce dernier terme résume les procédés innombrables par lesquels les ouvriers en lutte avec leur patron, mais continuant de travailler dans l'atelier ou dans l'usine, font exprès une mauvaise besogne, gâchent exprès des marchandises, détériorent le matériel, c'est-à-dire, causent au patron tout le préjudice possible.

Et à l'égard de l'armée, et à l'égard de l'esprit patriotique, quel est le sentiment de la Confédération ? Jusqu'à la veille de la guerre, on avait grand lieu de croire que cette masse d'ouvriers était généralement perdue pour la cause de l'ordre et de l'esprit national. Chaque année, la Confédération publiait des appels pour détourner les conscrits de se rendre à la caserne. Elle a, coup sur coup, voté des déclarations affirmant que les vrais socialistes devaient, en cas de guerre, recourir à l'insurrection. Cette méthode était toujours approuvée par le Congrès de la Confédération ;... mais il y avait cependant des opposants et assez nombreux.

Ceux-ci, précisément, viennent de donner un bon exemple dont l'influence persistera et, sans doute, s'augmentera. Un très grand nombre de membres de la Confédération se sont battus courageusement. Même beaucoup de ceux qui, à la veille de la guerre encore, déclamaient contre l'esprit militaire et contre le patriotisme, même beaucoup de ceux-là ont été rapidement ressaisis par les meilleurs instincts et ont, — pendant quatre ans ! — supporté avec courage les terribles fatigues et les terribles dangers de la guerre.

On ne peut pas dire que la Confédération soit transformée. Toutefois, il est certain que la grande leçon acceptée et donnée sur les champs de bataille aura été féconde. Désormais, l'instinct et le programme révolutionnaires rencontreront, dans le milieu où ils étaient les maîtres, une opposition considérable. Parmi les Confédérés, beaucoup d'anciens insurgés forcenés seront disposés à se conduire en réformateurs raisonnables.

Il y a d'ailleurs dans le programme économique et professionnel de la Confédération certaines doctrines et certaines mesures qui sont rationnelles et justes. A cette catégorie appartiennent, par exemple, le repos hebdomadaire, la juridiction professionnelle, les bureaux de placement, la limitation des heures de travail, etc. Un des Français qui ont le mieux étudié ces divers problèmes, M. Martin Saint Léon, l'auteur de la magistrale *Histoire des Corporations de Métiers*, a résumé ainsi, ses impressions d'ensemble sur la Confédération Générale du Travail. "La Confédération m'apparaît comme la combinaison de deux éléments : l'un détestable, c'est hélas ! le plus en évidence et le plus actif, l'esprit révolutionnaire ; l'autre, qu'il faut chercher profondément sous la gangue et que l'on finit par y découvrir et qui est profondément bon, bien mieux, excellent, l'esprit professionnel, syndical,

réformiste. Cet esprit professionnel et réformiste l'emportera-t-il sur l'autre ? L'avenir de la Confédération dépend du parti qu'elle prendra à cet égard."

Il y a onze ou douze ans que M. Martin Saint Léon exposait ainsi l'état des choses. Depuis, elles ont certainement été améliorées par la guerre, qui a restauré divers instincts : sens pratique, notion de la discipline, esprit de sacrifice : mais jusqu'où va l'amélioration ?

Si beaucoup de révolutionnaires ont été en quelque sorte convertis par la vie généreuse, méritoire, héroïque qu'ils viennent de mener pendant quatre

ans, d'autres, plus nombreux encore, abrités dans les usines ou dans les services auxiliaires, ont continué de rêver et de travailler à la Révolution.

Ces autres veulent confisquer les industries et les finances nationales, sans négliger la politique intérieure ou extérieure. La Confédération Générale du Travail veut être tout : peuple, état et gouvernement. Elle dispose d'une organisation puissante et redoutable. Il faut nous attendre à une lutte prochaine, d'où sortira un régime nouveau, difficile maintenant à définir, difficile même à imaginer.

EUGÈNE TAVERNIER.



UNE SEMAINE DE GUERRE



PENDANT que le président Wilson est à découvrir l'Europe et conquérir la France : que le nombreux personnel attaché au futur congrès de la paix prépare notes et statistique et que Lloyd George demande au peuple britannique le renouvellement de son mandat, nous avons le temps de jeter un rapide coup d'œil sur ce qui se passe en Allemagne et de dire un mot des hommes qui tiennent l'affiche et essaient de conduire la barque teutonne à travers les récifs qui parsèment sa route.

Lorsqu'à la nouvelle de la demande d'armistice et du départ de l'ex-empereur pour la Hollande, le peuple s'est trouvé sans boussole et sans direction, toute l'écume des partis jusque là réprimés par l'autocratie militaire s'est soulevée et est remontée à la surface.

Comme par enchantement, les conservateurs, les nationaux libéraux et même les centristes ont disparu pour ne laisser surnager que les différentes factions du parti socialiste et les partisans du bolchévisme à la mode de Russie. Le pouvoir militaire s'est tenu dans l'ombre et l'on a vu surgir un peu partout ces conseils de soldats et d'ouvriers, sans mission ni responsabilité, mais qui par l'inaction et le silence, ou peut-être la peur des partisans de l'ordre, ont pris la direction des affaires.

Les socialistes se sont scindés en trois camps bien distincts : les majoritaires, les indépendants et les spartacides. Les premiers, composés des adeptes du socialisme, bien que faisant la lutte au pouvoir autocratique, l'ont cependant soutenu de leurs votes lors de la déclaration de guerre et au cours de tout le conflit. Scheidemann est leur chef, le représentant le plus autorisé de ce groupe.

Écoutez un instant l'Abbé Wetterlé :

Ce grand blondin au front large et dégarni, à la barbe blonde taillée en pointe donne au premier coup d'œil, l'impression de l'homme sûr de lui-même.

Né en 1865, Scheidemann est aujourd'hui en

pleine possession de ses moyens. Ouvrier typographe, il se fit remarquer tout jeune par son talent de parole. Il se fit journaliste. En 1903 il devient député de Solingen au Reichstag. D'abord violent adversaire du gouvernement, il s'en rapprocha graduellement et en 1912 il décrocha la première vice-présidence. Il demeura internationaliste mais pour l'étranger seulement. "Demandez" dit l'abbé Wetterlé à Liebknecht, à Haase, à Ledebour ce qu'ils pensent des majoritaires dont Scheidemann est le chef incontesté. Ils emploieront des épithètes dont la violence vous déconcertera.

Ce fut lui qu'appela Max de Bade quand la tempête s'annonça menaçante et qu'il lui fallut embaucher de nouveaux marins pour sauver sa barque en péril.

Chose assez digne de remarque c'est dans ce pays aux institutions les plus autoritaires qu'a germé et pris racine la doctrine socialiste dont les principes adaptés aux ambitions et à la mentalité de chaque groupe ethnique, font maintenant leur tour du monde.

À l'origine on se borna aux théories d'abord assez vagues dérivant des doctrines de Fichte et de Hegel, qui prirent néanmoins une substance plus affirmée et une allure plus énergique avec Lassalle, Marx et Engels. Avec Karl Marx, les idées socialistes passèrent en Angleterre, puis aux États-Unis. Elles ne s'implantèrent qu'avec difficulté en Allemagne où elles avaient vu le jour. En 1870, dix socialistes, comprenant Bebel et Liebknecht (ce dernier le père de l'agitateur actuel) furent élus au Reichstag et reçurent près de 350,000 suffrages.

Malgré la lutte acharnée que lui livra Bismarck, malgré la répression et l'emprisonnement, le parti continua à se développer. Le chancelier de fer, à la suite d'un attentat sur l'empereur, fit édicter des lois draconiennes qui, en force pendant près de dix ans, jusqu'en 1890, ralentirent la propagande socialiste. Auguste Bebel était alors le chef suprême du nouveau

parti. Par sa parole et par ses livres il mena une campagne formidable contre le pouvoir et réunit autour de lui des adeptes dont le nombre allait toujours grandissant. Il y a quinze ans ils avaient atteint le chiffre imposant de plus de trois millions. Aujourd'hui ils contrôlent le pays.

Le second groupe plus avancé se compose des socialistes indépendants, cousins germains des anarchistes, dont le chef est Hugo Haase, le sincère socialiste qui afin de désarmer la France, s'employa de son mieux à duper Jaurès au cours de la fameuse réunion de Bruxelles, à la veille de la guerre. Sur les instances de l'élément socialiste allemand, qui n'était pas avare de promesses, les délégués français s'étaient engagés à une grève générale, s'il y avait déclaration de guerre.

Ces deux groupes, majoritaires et indépendants, se partagent aujourd'hui le pouvoir. Avec Scheidemann et Haase figurent Dittman, Landsberg et Barth, moins connus et remplissant moins le monde de leurs noms et de leurs actes.

A leur tête, les dominant tous par sa position et le bruit qu'il entretient autour de sa personne, est Friedrich Ebert, le chancelier. C'est un ancien ouvrier sellier, qui est aujourd'hui le maître de l'Allemagne. Il occupe, sans le remplir, le fauteuil de Bismarck. Disciple de Bebel, mais pan-germaniste quand même, il a, de concert avec Scheidemann, pendant la majeure partie de la guerre, appuyé le gouvernement contre la faction Liebknecht qui s'y est toujours montrée catégoriquement hostile. Né à Heidelberg en 1871 il était fils d'un tailleur. Elu membre du conseil de ville de Brême en 1900, il alla représenter cette ville au Reichstag en 1910 et en 1913, à la mort de Bebel, fut choisi comme le chef du parti socialiste.

C'est le Kerensky de l'Allemagne, et on se demande qui sera et d'où viendra le Lénine qui le supplantera et le rejettera dans l'obscurité. De même que son prototype russe, il est issu du prolétariat et la même puissance qui lui a conféré le pouvoir pourra en une minute le submerger. Les éléments qu'il contrôle manquant l'homogénéité et n'ayant pas reçu la sanction de l'électorat peuvent, sitôt qu'il aura rempli l'interrègne, se désintégrer pour faire place à de plus forts ou de plus adroits. Il ne faut pas oublier, en faisant l'estimation de la durée probable de son pouvoir que beaucoup même de ses partisans craignent qu'il ne soit qu'un agent passager d'une force supérieure qui se tient pour l'instant dans l'ombre. On se rappelle toujours qu'il accepta le poste de chancelier du prince de Max de Bade qui le tenait lui-même directement de Guillaume.

Il fut un des premiers à tendre la main à Karl Liebknecht à sa sortie de prison, où l'avait conduit son opposition intransigeante à la déclaration des hostilités. Il le combat maintenant de toute la vigueur de son autorité et de son influence. Les socialistes radi-

caux, déclarent que Ebert est un renégat et qu'il est l'instrument des forces réactionnaires.

Le troisième groupe a pour chef Karl Liebknecht. On appelle ses membres les Spartacides, en mémoire de l'esclave Spartacus qui, peu d'années avant Jésus-Christ, leva l'étendard de la rébellion contre Rome, tint tête pendant deux ans aux légions romaines, fit le siège de la grande ville impériale et finit misérablement par la trahison des siens. Son nom est la personification de l'opprimé qui brise tout-à-coup ses entraves.

Empruntons le portrait de Liebknecht à l'abbé Wetterlé qui siégea à ses côtés au Reichstag comme député protestataire d'Alsace-Lorraine.

"Karl-Paul-Auguste-Frédéric Liebknecht est aujourd'hui âgé de 47 ans. De petite taille mais bien charpenté, la tête intelligente surmontée d'une abondante chevelure noire, les yeux au regard vif et mobile, cachés derrière un binocle qui ne le quitte jamais, la moustache courte, les lèvres charnues, le menton coupé par une profonde fossette, l'agitateur socialiste donne, au premier aspect, l'impression d'un homme volontaire et dur.

Pour bien comprendre son intransigeance il faut avoir connu son père, le vieux Liebknecht, ce doctrinaire doux, pontifiant, à la voix onctueuse et au geste bénisseur.

Karl fit de brillantes études à Berlin et à Leipzig, entra dans le barreau et fut élu député au Reichstag en 1908 dans la division de Potsdam, le Versailles allemand.

Au parlement il ne parlait pas souvent, mais quand il montait à la tribune c'était pour prononcer un discours d'une violence extrême.

Au début de la guerre il fut condamné pour haute trahison, privé de son mandat, chassé du barreau et mis en prison d'où le nouveau gouvernement de l'Allemagne vient de le faire sortir. Esprit quelque peu confus et brouillon il a le tempérament d'un entraîneur de foules, mais est dépourvu de la mesure et de la méthode qu'il faudrait pour établir un ordre nouveau."

Voilà les partis en présence. A qui appartiendra finalement la victoire? L'élément véritablement populaire paraît vouloir aider Liebknecht, mais du côté que quelques-uns pourraient appeler conservateur, il y a toutes les forces occultes mais existantes qui sont en faveur de ceux qui représentent temporairement l'ordre et le gouvernement régulier.

A l'arrivée, il y a quelques jours, de la garde prussienne à Berlin, ce corps d'élite a refusé de se conformer à un ordre de désarmement et a offert ses services au chancelier Ebert.

Beaucoup des anciens serviteurs du régime impérial sont encore attachés à l'administration. Le Dr Solf est aux affaires étrangères; l'ancien ministre,

Von Jagow est gouverneur de la Silésie ; Hindenburg est encore aux quartiers généraux. Un des fils de Guillaume, Adalbert, a offert ses services aux socialistes. En fait, un gouvernement tel quel se continue sans présenter aucune garantie de stabilité et de permanence.

On n'entend jusqu'à présent que des plaintes sur la dureté des termes de l'Entente, des jérémiades sur la menace de la famine, tout cela accompagné d'essais plus ou moins habiles d'éviter la responsabilité des horreurs des quatre dernières années.

Ce qu'on ne voit pas c'est un signe de regret de la part de l'Allemagne. Aucune voix, avec le caractère de l'autorité, ne s'est élevée pour répudier les cris de barbare ambition des teutons, lorsqu'ils se croyaient vainqueurs. Au commencement de la guerre, près de cent des esprits dirigeants, médecins, membres du clergé, professeurs, auteurs, ont signifié sous leur signature, à l'empereur leur approbation de la déclaration de guerre. Plus tard en 1916, plus de 1300 personnes appartenant aux plus hautes sphères mettaient leur nom au bas d'une requête au Chancelier pour l'application aux vaincus des conditions les plus sévères tant en indemnités qu'en territoires.

Ce sont maintenant ces gens qui se traînent à genoux et qui invoquent la sympathie des alliés. Nous aurions bien tort de prêter l'oreille à ces fausses déclarations. Ce n'est pas seulement la caste militaire : ce n'est pas la Prusse seule, c'est l'Allemagne toute entière qui a tenté de nous écraser. Toutes les classes, hautes et basses, du peuple allemand étaient corps et âme avec leur empereur pour la subjugation des peuples de l'Entente. Pendant quatre ans, ils ont encouragé leurs soldats et ont fait tous les sacrifices en vue de la victoire. Quand la malchance est venue ils ont fait volte face. La peur et l'instinct de la conservation en ont fait des révolutionnaires. Mais ces peuples sont demeurés les mêmes. S'ils entrevoyaient la moindre espérance de succès ils seraient prêts à recommencer.

En attendant ils s'efforcent de mêler les cartes autant que faire se peut. Quand Liebknecht aura remplacé Ebert ; quand le chaos et la confusion règneront dans tout l'empire, alors surgira Hindenburg avec son armée qui établira la dictature et la répression militaire.

* * *

Le président Wilson est arrivé en France samedi le 14. Comme on devait s'y attendre, il a été reçu avec toutes les démonstrations dues à la bonne amitié qui unit maintenant les deux républiques. La semaine prochaine commenceront les conférences préliminaires au travail important de l'étude du traité de paix.

En France et en Angleterre, on a donné ces dernières semaines, une grande importance aux deux questions dont nous avons déjà entretenu les lecteurs

de notre revue. Ce sont celles de la liberté des mers et de la société des nations.

Bien que l'on ait dépensé des flots d'encre et un plus grand flot de paroles, on n'est arrivé à aucune décision bien précise au sujet de l'attitude à prendre. La discussion ne sera sérieuse que lorsque le président Wilson aura donné des explications sur ce qu'il entend par ces deux propositions. Jusqu'ici, il n'en a donné aucune. Et puis, quand il aura parlé sa décision ne sera pas finale car elle devra être appuyée par le vote du Congrès dont l'assentiment est nécessaire pour la conclusion d'un traité de paix. La semaine prochaine nous éclairera probablement sur la direction que va prendre l'opinion des diplomates réunis auteur de la table de la conférence.

* * *

Les troupes de l'Entente continuent méthodiquement l'occupation du territoire ennemi à l'ouest du Rhin. Elles ont occupé Mayence, Trèves, Cologne et Coblenze. Le passage de nos soldats ne paraît pas causer une émotion bien grande dans la région occupée. Il est vrai que la conduite des troupes est au delà de tout éloge.

La question qui est vivement débattue à la suite de la débacle allemande est celle de savoir s'il y a véritablement menace de famine dans le pays teuton. A la surface il ne paraît pas y avoir péril en la demeure. En réalité nous ne connaissons de l'état véritable du pays d'outre-Rhin que ce qu'en disent les populations elles-mêmes. Il est probable que d'ici à la prochaine récolte, on aura faim en certains endroits.

La question des indemnités soulèvera de longues discussions. Il n'y aura aucun conflit sur le principe du remboursement et de la réparation. Mais on se demandera, jusqu'à quel point, dans l'état de marasme où se trouvent ses industries, l'Allemagne pourra payer. Il est certain que ceux qui ont acheté des obligations de guerres émises, au cours du conflit, par l'Allemagne, vont trouver qu'ils ont fait une mauvaise spéculation. Les souscriptions étaient magnifiques quand on était sûr qu'un pays riche comme la France, paierait une colossale indemnité de guerre. Mais les temps sont changés.

* * *

L'ex-empereur est toujours en Hollande, et son estimable rejeton sur son île quasi déserte. Ils attendent l'action du congrès allié. Quelle fatale situation pour ces hommes qui à pareil jour de l'an dernier escomptaient la victoire certaine et déterminaient d'avance le partage des dépouilles ? Le système des compensations fait rarement faillite. Les choses comme l'eau, finissent toujours par reprendre leur niveau.

Ce 15 décembre 1918.

A. GOBEIL,



La situation en Allemagne



Nos lecteurs nous sauront gré de leur donner une excellente chronique diplomatique de *l'Univers* du 24 novembre dernier :

Les Allemands, complètement vaincus, militairement et économiquement, ont accepté les conditions d'un armistice qui sont parmi les plus dures qu'un peuple vaincu ait jamais subies. Il ne reste plus qu'à commencer les préliminaires de paix, en attendant la ratification définitive du traité. Cette paix ne peut être que la sanction des buts proclamés si souvent par les Alliés et qu'indiquent en principe les quatorze articles du président Wilson.

Ces buts de guerre étaient la reconstitution intégrale de la Belgique et de la Pologne, la restitution à la France de l'Alsace-Lorraine arrachée par la force en 1871, établissement pour les différents peuples d'un statut conforme à leurs légitimes aspirations, et, par-dessus tout, la disparition préalable de ce qui s'oppose à la réalisation de tous ces projets, c'est-à-dire non seulement le militarisme prussien, mais toute l'Allemagne d'hier, intoxiquée de son droit supérieur à dominer le monde, à imposer sa loi aux peuples par tous les moyens que justifie son seul intérêt.

Et il est bien entendu que toute paix qui n'atteindra pas ces buts ne sera pas la paix définitive et stable, méritée par près de cinq années d'épreuves et de souffrances héroïques.

Le danger est donc que les Allemands, submergés par un ennemi supérieur, réduits à la famine, obligés provisoirement de céder à la force, n'aient pas abandonné l'espoir d'une revanche, c'est-à-dire renoncé définitivement et sans arrière pensée à leur rêve d'expansion indéfinie et de domination universelle.

Sans doute, l'Allemagne ne peut hésiter à nous rendre demain l'Alsace-Lorraine; sans doute, il faut bien qu'elle évacue la Belgique en réparant les ruines; sans doute encore il lui est impossible de se refuser à reconstituer la Pologne intégrale : il faut aussi qu'elle répudie ses traités de Bucarest et de Brest Litosk et qu'elle se résigne, sous la pression du vainqueur, à laisser s'exercer le droit des peuples.

Mais toute la question, qui est la question de la paix future du monde, est de savoir si l'Allemagne a bien compris la portée des fautes commises, la vanité de son rêve, si, guérie d'une intoxication demi-séculaire, elle est bien décidée à vivre en paix, à sa place, jouissant de son droit mais respectant celui des autres, ayant appris enfin à parler le même langage que tous les hommes, n'estimant plus que tout lui est permis à elle seule et ne croyant plus qu'on lui fait un déni de

justice lorsqu'on l'empêche de s'agrandir ou de s'étendre par la ruse et la violence.

Des faits sont précis : les dynasties diverses de l'Allemagne ont abdiqué, la presse pangermaniste s'est tue, et le peuple allemand, apparu subitement en scène, semble avoir écarté du chapitre les responsables officiels de la guerre, ceux à qui seuls, pense-t-il, on peut demander des comptes.

Cependant, plusieurs choses troublantes suggèrent des réflexions inévitables : les avertissements incessants de ceux qui sont le mieux placés pour avertir les Alliés, l'obscurité enveloppant l'abdication du kaiser, la marche de la révolution d'Allemagne et la manœuvre de ceux qui prétendent actuellement parler en son nom.

1o Ce ne sont pas seulement les sceptiques invétérés qui doutent de la sincérité allemande : personne n'a lu sans émotion les déclarations de M. Inghels, député socialiste de Tourcoing, qui, échappé aux géolles allemandes, nous conseille sitôt revenu parmi nous, de prendre garde. N'oublions pas que toute l'Allemagne est disciplinée, façonnée à l'automatisme depuis longtemps, et que le seul sentiment profond, supérieur de tout Allemand, c'est l'intérêt supérieur de l'Allemagne. Tout allemand joue toujours un rôle, et, dans ce qui vient d'Allemagne, tout est toujours truqué. L'Allemagne est en démocratie parce que c'est son intérêt évident, immédiat, vital, aujourd'hui de paraître en démocratie. Que sera-t-elle demain? Les exemples, les précédents, les réfugiés et tous ceux qui ne sont pas des idéalistes incorrigibles nous conseillent de prendre garde. Prenons garde.

2o De l'aveu unanime, l'attitude du kaiser, du kronprinz, de leur entourage, n'est pas celle de vaincus. Prêtons attention à ceci que nul document officiel n'a été communiqué, relativement à l'abdication. Le kaiser, d'accord avec tout un parti prêt à le suivre, d'accord peut-être avec toute l'Allemagne, attend à l'écart des jours meilleurs et des circonstances plus opportunes. Et la disparition des dynasties secondaires ne peut que faciliter, le cas échéant, un retour offensif du kaiserisme débarrassé d'une concurrence ou d'un contrepoids. N'oublions pas à ce sujet que le sort du kaiser est entre nos mains, qu'il doit y avoir dans les déclarations de responsabilité de l'Entente et dans ses jugements solennels, autre chose que ces fastidieux et déclamatoires verbiages, dont, espérons-le, nous finirons par nous guérir.

3o La première poussée du mécontentement, la rage de la défaite, le grossier mensonge des dirigeants, la déception brutale d'un peuple complice frustré du

butin promis par des chefs de bande, ont pu, au premier moment, provoquer des explosions de colère et des mouvements populaires violents. Peu à peu, l'Allemagne prétendue démocratique se démocratise, je ne veux pas dire s'impérialise; mais s'harmonise merveilleusement à l'impérialisme d'hier.

L'élimination progressive des socialistes mineurs, chassés même de l'agence Wolf, l'éclosion à la chancellerie de l'impérialiste Ebert, et la réapparition soudaine de Scheideman, écarté à la première heure parce que vraiment trop compromis avec le pouvoir soi-disant écroulé d'hier, tout ceci peut et doit donner à réfléchir. (Toutes ces situations en apparence contradictoires sont au contraire normales chez le peuple qui a décidé qu'on pouvait être naturalisé n'importe où sans cesser d'être Allemand, si l'intérêt allemand l'exige. De même donc, si l'intérêt allemand l'exige, on peut être républicain sans cesser d'être monarchiste ou pacifiste internationaliste sans cesser d'être impérialiste et chauvin.)

40 Enfin, l'attitude de ce gouvernement non mandaté, qui collabore avec Hindenburg et n'a point rompu avec l'Empire est plus symptomatique encore. Certainement, les lamentations par où ils tentent de nous apitoyer sont grossières, et ne peuvent nous toucher : trop de ruines fument encore, les vols de Douai et de Cambrai sont trop récents, trop de deuils ne sont pas consolés. Mais le chantage au bolchévisme est une bien amusante manœuvre. Et ceci seul suffirait à étaler le défaut absolu de sincérité de l'Allemagne d'aujourd'hui, domptée, touchant des épaules, mais nullement éclairée ni soumise. Il n'y a pas, il ne peut pas y avoir en Allemagne de bolchévisme: masses ouvrières disciplinées et instruites, bourgeois laborieux et profondément nationalistes, corporations organisées et riches, telle est l'armature sociale de l'Allemagne, et il n'y a là aucune fissure par où le bolchévisme puisse se glisser.

A la lumière de ces observations, nous pouvons éviter un triple danger.

10 Celui du chantage allemand qui nous fait craindre le bolchévisme naissant, diminuant le gage de l'Entente, et arrachant aux Alliés des concessions et des adoucissements, eu égard à ce péril imaginaire.

20 Celui des divergences de vue que l'Allemagne espère entre les Alliés, et que nous pouvons facilement empêcher en nous mettant d'accord préalablement sur tous les points principaux.

30 Celui du masque démocratique pris par l'Allemagne sans bonne foi ni sincérité, sans renonciation réelle et définitive au pangermanisme, et dont l'intérêt est d'éviter au peuple allemand soi-disant affranchi et converti aux idées de l'Entente la responsabilité réservée aux gouvernants d'hier.

40 Celui enfin de l'équivoque politique et du régime actuel de l'Allemagne si peu net et si peu clair.

Le moyen le plus efficace d'éviter les pièges multiples dont tout nous avertit, est de tenir la main à

l'élection libre d'une constituante allemande. Il n'y a pas d'autre solution possible. Les Allemands avisés ont refusé en 71 de traiter avec un pouvoir de fait. Rien n'est dangereux comme les pouvoirs de faits, éphémères, irresponsables, sans mandat et faciles à désavouer. La Constituante élue, composée, sans discussion possible des représentants mandatés du peuple allemand aura le quadruple avantage de fixer clairement le régime auquel nous avons affaire, de traiter sans équivoque au nom de l'Allemagne, expressément engagée par les décisions de ses mandataires, de permettre de dégager la tendance allemande de demain, et de nous fixer enfin sur le degré du "bolchévisme" dont sont susceptibles les populations ouvrières ou paysannes de l'Allemagne.

TRYGÉE

Echos et Commentaires

La liberté des mers

(Communiqué de l'Information britannique)

Le fait que la Grande-Bretagne se trouve forcée de faire opposition à "La liberté des mers" est une preuve suffisante que cette phrase ne signifie pas nécessairement ce qu'elle semble signifier. Aucune nation n'a combattu plus ardemment et moins égoïstement depuis les origines de son histoire navale jusqu'à la guerre actuelle pour débarrasser les mers du monde des ennemis de l'humanité, qu'ils naviguent dans les galères de la Méditerranée ou dans des sous-marins sortant des usines Krupp. C'est simplement la ruse typique de l'Allemagne qui a poussé cette nation à se proclamer le champion de "La liberté des mers", pour donner l'impression que la Grande-Bretagne s'opposait avec véhémence à tout ce que cette phrase captivante pouvait comporter.

Il est malheureux que le gouvernement allemand lui-même n'ait jamais donné sa propre interprétation de cette phrase. L'idée générale de la plainte allemande a toujours été pleinement reconnue. Elle reposait sur une réalisation du fait que la légitime pression exercée par la flotte britannique sur les hautes mers épuisait sûrement et impitoyablement la force militaire et économique de l'Empire allemand, qui, à moins de réussir à imposer une victoire dramatique dans l'intervalle, succomberait inévitablement—ce qui est arrivé. C'est un fait notoire que ce fut après que l'Allemagne eut invité le monde à la considérer comme le champion de la liberté maritime qu'elle proclama l'implacable blocus des sous-marins en février 1917. Ceci équivalait à une déclaration de guerre contre l'humanité—le signe caractéristique du pirate.

Pour avoir une opinion plus claire et plus ex-

plicative de la conception allemande de "La liberté des mers", il faut faire un retour sur le passé et prendre connaissance d'un discours prononcé à Berlin en mars, 1917, par le comte Reventlow. "Ce que nous entendons par cette doctrine", a-t-il dit, "c'est que l'Allemagne puisse posséder de tels territoires et de telles bases navales qu'à la déclaration d'une guerre, nous soyons en mesure, notre marine étant prête, de nous garantir raisonnablement la maîtrise des mers. Nous désirons pour notre marine un point de départ qui nous donnerait une bonne chance de dominer les mers et d'avoir un libre usage de la mer pendant la guerre". Voilà un point de vue allemand. Il ne fait pas de doute que cette opinion n'est partagée par personne en dehors de l'Allemagne—un fait qui ne sert qu'à démontrer combien il est difficile de décider ce que signifie réellement "La liberté des mers" et la signification qu'y trouvent ceux qui s'opposent à cette liberté.

D'après une interprétation plus généralement acceptée, "La liberté des mers", signifie le droit des navires-marchands appartenant aux belligérants et aux neutres de naviguer comme en temps de paix, avec cette exception que les navires-marchands des pays neutres seraient empêchés de transporter des marchandises énumérées dans une liste très restreinte d'articles de contrebande. La propriété de l'ennemi en mer serait immunisée contre toute saisie et les navires neutres grâce à leurs cargaisons pourraient permettre à une puissance maritime moins forte de résister indéfiniment à une puissance plus forte. Il n'y aurait pas de blocus commercial. C'est dire en somme que, quoique la marine britannique aurait eu le droit au cours de la dernière guerre de bloquer le port de Wilhelmshaven (un procédé aussi inutile qu'impossible), elle aurait été impuissante à empêcher les navires allemands et neutres de faire parvenir des approvisionnements à l'Allemagne en utilisant les ports voisins de Emden, Bremerhaven et Hambourg. La puissance maritime aurait été privée d'au moins 50 p. c. de son efficacité durant la guerre, et, bien que l'Allemagne ait été inévitablement vouée à la défaite, les sacrifices additionnels en vies et en trésor exigés de la civilisation auraient été augmentés dans des proportions énormes.

Une preuve à la fois simple et convaincante de l'absurdité de cette doctrine réside dans la tentative de son application à la terre. Lorsque les armées allemandes ont fondu sur la Belgique et se sont dirigées à l'ouest vers la côte, elles ont rompu complètement les communications par terre entre la Hollande et la France. Les communications ont été coupées aussi complètement que les communications entre l'Allemagne et l'Amérique du sud l'ont été par la marine britannique. Maintenant, aucun homme sensé ne demanderait que les Allemands pendant leur occupation de la Belgique permettent la liberté de circulation et de commerce (à l'exception de la contrebande) entre

la Hollande et la France, même jusqu'à donner au roulant français l'usage des chemins et des voies ferrées.

Aucune suggestion ne pourrait être plus ridicule que celle-là, et, pourtant, c'est précisément cela, à ce que l'on nous dit, que la puissance maritime supérieure devrait permettre et que la marine britannique aurait été obligée de faire si cette conception de "La liberté des mers" avait prévalu pendant la guerre qui vient de se clore ; c'est-à-dire que, bien que la marine britannique ait eu la maîtrise de presque toutes les routes maritimes conduisant à l'Allemagne, elle aurait été impuissante à empêcher le libre usage de ces routes pour le bénéfice de ses ennemis. Toute l'affaire est une farce et la preuve la plus concluante se trouve dans l'application de l'argument à la terre. Il est à peine douteux que le désir de restreindre les droits des marines est au fond du mouvement—ce qui est un fait remarquable si l'on tient compte que la civilisation n'aurait pu triompher dans cette guerre sans le travail des marines. Il y a une tendance aussi, à ne songer qu'à l'Angleterre lorsqu'il est question de puissance maritime et à oublier que toutes les principales nations de l'univers sont des puissances maritimes à des degrés plus ou moins élevés, comptant sur leurs flottes pour leur prestige en temps de paix et pour la défense de leurs droits et de leurs territoires en temps de guerre. La conservation des droits de guerre des marines n'est pas une question à laquelle la Grande-Bretagne seulement est intéressée au plus haut point.

Et maintenant, pensons à ce que doit être la paix

Ce que les Français ont fêté hier, dans la joie de leur cœur, mais avec le souvenir toujours présent de ceux qui sont tombés pour la victoire, c'est la chute de cet abominable Empire allemand élevé sur notre ancienne défaite, proclamé, comme un symbole et comme un défi, dans le palais de Versailles. N'oublions pas ! Sachons d'où sont venus aux Français d'aujourd'hui tant de deuils, de souffrances et de peines ! N'ayons pas à les recommencer un jour.

Si le peuple français a été envahi deux fois par le même ennemi, en 1870 et en 1914 ; si deux provinces lui ont été arrachées qu'il aura dû reconquérir ; si, pendant près d'un demi-siècle, il a eu à supporter l'odieuse politique de l'Empire militaire qui pesait sur lui ; s'il a, depuis le premier jour de la mobilisation, souffert le plus rude choc de la pression la plus angoissante ; s'il a eu, de tous les peuples du monde, à consentir le plus de sacrifices et à verser le plus de sang, — sachons-le à jamais : il le doit à deux erreurs, à deux illusions qui ont falli être mortelles.

On avait cru, jadis, qu'il suffirait que l'Allemagne eût son unité, qu'elle formât un seul Etat, comme les autres peuples, pour que, satisfaite, elle cessât d'agiter l'Europe par ses contestations et pour que la paix

éternelle fût établie dans la famille des nations. Or l'Allemagne n'est devenue grande que pour vouloir être plus grande et posséder à son tour ce que les autres peuples, ses aînés, avaient acquis par leur labeur.

D'autres allaient plus loin, ils complétaient cette première pensée. Le dogme de l'"évolution", cher à l'Allemagne et qui servait ses intérêts, les persuadait que le tour des Allemands était venu de dominer dans le monde, qu'il était inutile et dangereux de s'opposer à leurs accroissements de puissance, que mieux valait céder à cette force de la nature et composer avec elle...

Ces deux erreurs nous auront valu deux guerres. Elles ont failli nous coûter notre existence nationale. Les peuples qui les ont partagées ont dû aussi partager nos efforts et nos peines. Ces erreurs meurtrières, il s'agit de ne plus les recommencer.

Nous avons la victoire. Mais une Allemagne subsiste devant nous. Que sera-t-elle? Son premier soin a été de sauver son plus grand bien : son unité. Elle a chassé Guillaume II, garant du pacte fédéral, après seulement que la révolution de Munich l'a eu mise à l'abri du séparatisme bavarois. Une idée politique, qui est exactement celle de Bismarck, celle de 1866, — le patriotisme allemand contre le particularisme dynastique, — aura présidé cette révolution.

Il y a, chez les hommes qui ont pris le pouvoir à Berlin, une pensée directrice, qui est nationale: d'abord faire durer l'Allemagne, éviter que des Ukraines ne se détachent du corps allemand. La révolution russe les hante et l'exemple leur a servi. Mais, en Allemagne, c'était la réaction qui était séparatiste et diviseuse. C'est la démocratie qui est unitaire. Elle l'est depuis près d'un siècle. C'est cette carte démocratique qu'ils ont hardiment jouée !

On ne devra pas s'y tromper dans les pays de l'Entente. L'Allemagne saura se faire humble et modeste pour avoir la paix. Il lui reste l'avenir, son organisation, sa masse humaine, la plus compacte de l'Europe. Portez dans l'éloignement du temps l'image, si saisissante, que le 17^e article de l'armistice nous offre dans l'éloignement de l'espace. Bien loin au-delà des mers et des déserts, séparés de leur pays, des Allemands, une poignée d'hommes irréductibles, cernés et poursuivis de trois côtés, "tenaient" encore, depuis 1914, en Afrique orientale. Pour un peuple amoureux de symboles, cet exemple de l'Est africain est un appel vers le futur.

Nous devons, pour la paix qu'il reste à établir, tenir compte de toutes ces réalités matérielles et morales. Nous devons faire comme si le potentiel allemand n'était pas encore épuisé. Nous pouvons tout, si nous le voulons, sur l'Allemagne. Nous la tenons par les conditions militaires de l'armistice. Nous la tenons aussi par la faim. Nous avons le moyen d'intervenir dans sa reconstruction politique intérieure. Nous en avons le droit en vertu de l'expérience du passé. Négliger

cette expérience, ce serait compromettre l'œuvre de ceux qui se sont battus et qui nous ont valu la grande journée d'hier.

JACQUES BAINVILLE

L'Action Française

12 nov. 1918

L'éternelle Allemagne

En face de la République sociale d'Allemagne, notre attitude doit être dictée par la formule démocratique de la liberté des peuples à disposer d'eux-mêmes.

MARCEL CACHIN.

C'est le titre d'un beau livre de Victor Bérard qui parut voici déjà deux ans et demeure d'une saisissante actualité : "Démocratisez-vous d'abord — a dit avec une imprudente naïveté, le président Wilson aux Allemands—nous verrons ensuite si ce changement ne doit pas adoucir la rigueur de nos conditions de paix." Or, l'Allemagne, au cours des âges, et il n'y a pas encore bien longtemps, comme le rappelait Bainville, s'est déjà démocratisée. Le socialisme majoritaire de Scheidemann et d'Ebert semblait tout indiqué pour ce genre de transformation, tout au moins pour le premier échelon de ce genre de transformation. Mais on ne voit pas en quoi le caractère allemand ethnique et traditionnel, fait de férocité, d'outrance — quand l'Allemand est vainqueur — d'obséquiosité et de ruse — dès qu'il est vaincu — en quoi ce caractère va se trouver modifié par le fait que les "socialkaiser" remplacent le kaiser et Kron. Une seule chose importe, parfaitement claire et nette, que les Allemands, kaiseriens ou sozialdemokrates, ont tout intérêt à embrouiller : des conditions militaires et réalistes de paix telles que nous demeurions, nous les Alliés, pendant les temps à venir, en état d'écrasante supériorité et de victoire vis-à-vis du peuple allemand, *quels que soient les dirigeants du peuple allemand.*

Car il ne faudrait pas s'étonner si les Allemands, se tournant maintenant vers Wilson, lui disaient avec malice, en brandissant Ebert ou un post-Ebert quelconque : "Pardon, mais nous voilà plus démocrates que vous, les Alliés. D'après vos principes mêmes, vous devez donc nous faire des conditions de paix plus avantageuses que les vôtres, puisque notre victoire —chate du kaiser—est plus humanitaire que la vôtre qui n'est en somme qu'une victoire par les armes." Les lignes extraites d'un article de Cachin dans l'*Humanité*, que je cite plus haut en épigraphe, se précipitent en quelque sorte au-devant de ce godant boche et tendent ainsi à remettre en question le retour pur et simple de l'Alsace-Lorraine, pour commencer. On sait que, selon Cachin et son groupe, une consultation préalable des Alsaciens-Lorrains doit précéder la restitution. Effroyable duperie, qui n'est que la continuation de la duperie—d'avant-guerre—des socia-

listes français par leurs "frères" allemands. Aux dernières nouvelles, c'est Müller, le sozialdémocrate Müller, qui serait le maître à Hambourg. Rappelons-nous que ce même Müller, complice du grand état-major allemand, LE 31 JUILLET 1914, était venu à Paris s'assurer auprès du groupe socialiste de la Chambre française que nous céderions sans combat, comme il était convenu, huit kilomètres de notre territoire à l'envahisseur sur toute la frontière. Ce même Müller jurait qu'en retour de cette concession humanitaire les crédits de guerre seraient refusés par ses amis. Le vil et bavard Viviani du *Bonnet Rouge* et de la Comédie-Française, donna immédiatement dans le panneau boche et fit reculer nos troupes de couverture, amorçant ainsi de ses propres mains, quatre ans d'occupation territoriale. Cependant que, le tour étant joué, les kamerates de l'ambassadeur Müller se frottaient les mains, rigolaient et votaient tous les crédits demandés.

Craignons qu'Ebert ne joue, vis-à-vis des préliminaires de paix, le même rôle double que joua Müller au moment de la déclaration de guerre. Qu'elle soit comédie, ou tragédie, considérons la transformation sozialdemocrate de l'Allemagne uniquement du point de vue national et français. C'est le moyen de n'être pas dupes une fois de plus, alors que nous tenons la victoire totale.

Quant à la fuite de Guillaume II et au renoncement de Kron, je répète que les Alliés victorieux ne peuvent ni ne doivent se contenter de cette façon, vraiment trop commode, d'esquiver les responsabilités. Guillaume et Kron ont manigancé, voulu, déclenché froidement une tuerie sans précédent, accompagnée de tortures et d'abominations de toute sorte pour les populations envahies par leurs hordes sanguinaires. Des chefs militaires, connus et désignés par leurs noms, ont exécuté avidement ces ordres sauvages. Il n'est pas admissible que cette bande de criminels, Guillaume et Kron en tête, échappent au châtimeut mille fois mérité, je veux dire à la peine capitale, accompagnée de la confiscation des biens, au bénéfice des Alliés. Cette juste exigence, poursuivie par les royalistes que nous sommes — et comme tels grands partisans de la révolution, de *toutes les révolutions* en Allemagne, une fois nos gages pris et l'indemnité payée—cette juste réclamation va attrister quelques salons parisiens, notamment celui des Greffulhe-Painlevé, où Guillaume II et Kron étaient admirés et chéris comme deux remparts de l'autorité dans le monde. Elle n'en est pas moins dans l'inéluctable logique des faits et du droit. Le *Matin* citait hier, avec une grande opportunité, cet extrait d'une lettre de Guillaume II à François-Joseph, enregistrée en juillet 1917 par le *Bulletin de la Société de législation comparée* :

" Mon âme se déchire, mais il faut tout mettre à feu et à sang : égorger hommes et femmes, enfants et vieillards, ne laisser debout ni un arbre ni

une maison. Avec ces procédés de terreur, les seuls capables de frapper un peuple aussi dégénéré que le peuple français, la guerre finira avant deux mois, tandis que, si j'ai des égards humanitaires, elle peut se prolonger pendant des années."

Le bandit qui a écrit et fait cela a droit au poteau et au feu de peloton, faible réparation des maux innumérables déchaînés par lui pendant quatre ans.

LÉON DAUDET.

L'Action Française.

Merci à Dieu

The North American Review's War Weekley a publié, le mois dernier, au frontispice de son numéro 46 ce chant d'action de grâces, dont nous traduisons quelques strophes :

"Reconnaissance et louange au Dieu tout-puissant qui, dans sa grande miséricorde a sauvé cette République et toutes les nations !

"Reconnaissance et louange à la Belgique, l'héroïque nation qui a tenu bon à Liège au prix de son propre martyre !

"Reconnaissance et louange à la France qui pendant quatre longues et cruelles années a fait une digue à la marée montante de la barbarie des Huns, en élevant le rempart des poitrines de ses fils glorieux !

"Reconnaissance et louange à la Grande Bretagne qui a remporté à Ypres une nouvelle victoire des Thermopyles et qui a fait de toutes les mers de la terre pendant quatre longues et dures années un champ de batailles plus illustre que celui de Marathon...

"Reconnaissance et louange aux fils et aux filles de cette République qui se sont complètement dévoués pour lui garder ses droits et sa liberté, et pour aider les nations sœurs à conquérir un sort semblable.

"Reconnaissance et louange et gloire sans fin au Dieu Tout-Puissant qui, dans son infinie miséricorde a apporté le salut à cette République et à toutes les nations de l'humanité."

La pensée surnaturelle qui anime ce chant de reconnaissance à Dieu est digne de louange et digne aussi d'être imitée. La Revue qui l'a publié n'est pas, que nous sachions, catholique, mais elle est chrétienne et sait heureusement le faire voir.

La même revue a d'ailleurs publié un bon article sur le rôle du Pape dans la guerre dont nous parlons aujourd'hui.

J.-A. B

Annéantir la piété envers Dieu, n'est-ce pas annéantir aussi la probité, la bonne foi et la première de toutes les vertus sociales, la justice?

CICÉRON

La Vie Canadienne

remercie tous ceux qui l'accueillent avec une bienveillance de plus en plus encourageante.

La Vie Canadienne

pour répondre à ces encouragements de ses lecteurs et de ses collaborateurs, dont le nombre et la qualité vont aussi s'augmentant, s'efforcera de devenir de plus en plus intéressante et utile pour ses lecteurs et pour la cause sacrée de la patrie à laquelle elle s'est consacrée.

La Vie Canadienne

publiera prochainement les articles de nouveaux et distingués collaborateurs sur des sujets de grand intérêt pour tous ses lecteurs.

La Vie Canadienne

est en vente dans les principaux dépôts de journaux du Canada, particulièrement à Québec et à Montréal, au prix de 10 cents le numéro. Le prix d'abonnement est de quatre piastres par an avec prix de faveur, trois piastres, pour le clergé, les instituteurs et les étudiants.

ADRESSEZ :

LA VIE CANADIENNE

30, RUE DE LA FABRIQUE, QUEBEC.

La Corporation des Obligations Municipales

PLACEMENT DE DECEMBRE 1918

Nous offrons, sujet à vente préalable, les débetures suivantes:

ENDROIT	Echéance:	Prix: Rapportant	
Puissance du Canada	Nov. 1923	prix du marché	
Puissance du Canada	" 1933	prix du marché	
Province de Québec	Mai 1936	94.33	5½%
Province de Québec	" 1938	93.98	5½%
Ville de Joliette	" 1944	93.	5½%
Cité de Québec	" 1923	101.97	5½%
Cité de Montréal	" 1923	100.	6%
Cité de Lévis	Mars 1929-31	87.74	6%
Ville St-Michel	Mai 1922	100.	6%
Cité de Verdun	" 1927	96.70	6%
Cité de Hull	" 1928	100.	6%
Ville de Magog	" 1934	100.	5½%
Village Montmorency	Nov. 1934	100.	5½%
Village Port Alfred	" 1923	100.	6%
Fabrique de St-Arsène, de Montréal	Mars 1956	100.	5½%
Montreal-Est (Garante)	Mai 1932	100.	6%
Commissions Scolaires :			
du Village St-Laurent	Sept. 1927	100.	6%
de St. Bernardin	Nov. 1922	100.	6%
de Hull	Juillet 1928	100.	6%
de Montréal	" 1926	94.03	6%
de Grand'Mère	Mai 1921	100.	6%

Ces obligations sont par dénominations de \$100., \$500. ou \$1,000.

Nous donnerons sur demande tous les détails des émissions de débetures décrites sur cette feuille.

Si cette liste d'obligations ne vous intéresse pas, veuillez la passer à des amis qui pourront en faire leur profit: vous leur rendez service.

A moins d'avis contraire, toutes ces obligations sont vendues avec intérêts accrus.

Cette liste remplace les précédentes.

N. B.—NOUS NE SOMMES PAS DES COURTIERIS, NI NE VENDONS SUR MARGE, MAIS NOUS ACHETONS ET VENDONS POUR NOTRE PROPRE COMPTE TOUTES LES DEBENTURES QUE NOUS OFFRONS A NOTRE CLIENTELE.

La Corporation des Obligations Municipales

J.-W. SIMARD, Représentant
Edifice Banque Provinciale
7, Place d'Armes

Tél. Main 1824. - - - Montréal.

RENE DUPONT, Gérant
Bâtisse Banque d'Hochelaga
132, rue St-Pierre

Tél. 6932. - - - Québec.